



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 67.013/2
du 12 mars 2020

advies 67.013/2
van 12 maart 2020

sur

over

un avant-projet de loi 'portant
des dispositions diverses
relative à la prévention du
blanchiment de capitaux et du
financement du terrorisme et à
la limitation de l'utilisation des
espèces'

een voorontwerp van wet
'houdende diverse bepalingen
tot voorkoming van het
witwassen van geld en de
financiering van terrorisme en
tot beperking van het gebruik
van contanten'

Le 11 février 2020, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, chargé de la Lutte contre la fraude fiscale, et Ministre de la Coopération au développement à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi 'portant des dispositions diverses relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre le 12 mars 2020. La chambre était composée de Jacques JAUMOTTE, président du Conseil d'État, Bernard BLERO et Patrick RONVAUX, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assesseur, et Charles Henri VAN HOVE, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Anne-Stéphanie RENSON, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Jacques JAUMOTTE.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 12 mars 2020.

*

Op 11 februari 2020 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Financiën, belast met Bestrijding van de fiscale fraude en Minister van Ontwikkelingssamenwerking verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'houdende diverse bepalingen tot voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme en tot beperking van het gebruik van contanten'.

Het voorontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 12 maart 2020. De kamer was samengesteld uit Jacques JAUMOTTE, voorzitter van de Raad van State, Bernard BLERO en Patrick RONVAUX, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assessor, en Charles-Henri VAN HOVE, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Anne-Stéphanie RENSON, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Jacques JAUMOTTE.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 12 maart 2020.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet[‡], à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

PORTÉE DE L'AVANT-PROJET

L'avant-projet tend à transposer partiellement en droit belge la directive (UE) n° 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 'modifiant la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ainsi que les directives 2009/138/CE et 2013/36/UE' (ci-après : « la 5^{ème} directive anti-blanchiment »).

La 5^{ème} directive anti-blanchiment entend renforcer le dispositif existant de prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme. À cet effet, la directive anti-blanchiment modifie la directive (UE) n° 2015/849 du Parlement Européen et du Conseil du 20 mai 2015 'relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission' (ci-après : « la 4^{ème} directive anti-blanchiment » ou « la directive n° 2015/849 »)¹.

L'avant-projet entend ainsi instaurer les mesures suivantes destinées à contrer le financement du terrorisme et à garantir une meilleure transparence des opérations financières :

- nouvelles « entités assujetties » supplémentaires soumises aux obligations légales en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme (« BC/FT ») ;
- renforcement des règles relatives à l'utilisation des cartes de paiement prépayées anonymes (abaissement des seuils d'exemption d'identification et de vérification des clients de 250 à 150 euros) et limitation du retrait anonyme d'espèces de 100 à 50 euros ;
- établissement d'une liste des fonctions exactes qui peuvent être qualifiées de fonctions publiques importantes ;
- vigilance accrue à l'égard des clients par la possibilité d'identification et de vérification des clients sur la base de moyens d'identification électronique ;

[‡] S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

¹ La 4^{ème} directive anti-blanchiment a été transposée, en droit belge, par la loi du 18 septembre 2017 'relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces'.

- modifications relatives au registre central des bénéficiaires effectifs (le « registre UBO ») concernant son accès, les informations répertoriées, les critères d'enregistrement, le délai de conservation et le signalement d'éventuelles discordances ;
- harmonisation des obligations de vigilance renforcées en ce qui concerne les relations d'affaires avec les pays que la Commission européenne a qualifiés à haut risque en matière de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme ;
- renforcement des règles en matière d'échange et d'accès d'informations, notamment via l'accès à la documentation cadastrale pour les autorités de contrôle et la Cellule de traitement des informations financières (ci-après : « la CTIF »), ainsi que l'accès par la CTIF aux informations sur l'identité des titulaires de comptes bancaires et de comptes de paiement ainsi que de coffres-forts ;
- amélioration de la collaboration entre les autorités compétentes des États membres.

OBSERVATIONS PRÉALABLES

1. Le 21 février 2020, l'Autorité de protection des données a donné un avis circonstancié sur l'avant-projet de loi à l'examen ².

Afin d'éviter que le Conseil d'État donne un avis sur un texte qui n'est pas définitif, il est recommandé de ne lui soumettre un avant-projet de loi qu'à l'issue des différentes étapes de sa préparation administrative. Dès lors que tel n'a pas été le cas, la section de législation se doit d'observer que si le texte à l'examen devait encore subir des modifications consécutivement à l'avis de l'Autorité de protection des données et indépendantes des observations formulées dans le présent avis, il y aurait lieu de soumettre encore les dispositions modifiées ou nouvelles à la section de législation, conformément au prescrit de l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État' ³.

2. Le dossier soumis à la section de législation contient un tableau de concordance entre le texte de la 5^{ème} directive anti-blanchiment et le texte de l'avant-projet de loi. Si ce tableau s'avère très utile, il n'est toutefois pas suffisant. L'exposé des motifs doit être complété par la présentation d'un tableau établissant une correspondance en sens inverse, afin que le Parlement puisse se prononcer en parfaite connaissance de cause sur le choix des moyens mis en œuvre par l'auteur de l'avant-projet pour assurer la transposition de la directive concernée et afin d'éviter que l'exercice du droit d'amendement prévu par l'article 76 de la Constitution excède les limites du pouvoir d'appréciation que le droit européen reconnaît aux États membres ⁴.

² Avis n° 17/2020 de l'Autorité de protection des données, donné le 21 février 2020.

³ Avis n° 58.729/AG donné le 26 janvier 2016 sur un avant-projet devenu la loi du 27 avril 2016 'relative à des mesures complémentaires en matière de lutte contre le terrorisme', *Doc. parl.*, Chambre, 2015-2016, n° 54-1727/1, pp. 89 à 135, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/58729.pdf>.

⁴ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations n°s 191 à 193.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

A. Le droit au respect de la vie privée

1. La 5^{ème} directive anti-blanchiment que tend à transposer l'avant-projet précise en son considérant n° 5 que

« s'il y a lieu de poursuivre les objectifs de la directive (UE) 2015/849 et de veiller à ce que toute modification qui y est apportée soit compatible avec l'action menée actuellement par l'Union dans le domaine de la lutte contre le terrorisme et le financement du terrorisme, il convient que ces modifications soient apportées en tenant dûment compte du droit fondamental à la protection des données à caractère personnel ainsi que du respect et de l'application du principe de proportionnalité »⁵.

2. À cet égard, ainsi que le rappelle l'Autorité de protection des données dans son avis n° 17/2020 du 21 février 2020⁶ et comme cela ressort des avis de la section de législation en la matière⁷, lorsqu'il adopte des mesures restrictives au regard du droit au respect de la vie privée, le législateur est tenu de définir les éléments essentiels relatifs à la détermination des finalités du traitement, à la désignation du responsable de celui-ci, au mode de collecte des données à caractère personnel traitées, aux catégories de données à caractère personnel concernées, aux personnes qui y ont accès et à la durée maximale de conservation des données traitées⁸.

3. Outre cette exigence de légalité formelle qui vient d'être rappelée, l'article 22 de la Constitution impose également une exigence de prévisibilité et de proportionnalité à laquelle la loi doit satisfaire. L'ingérence dans l'exercice du droit au respect de la vie privée doit être définie en des termes clairs et suffisamment précis qui permettent d'appréhender de manière prévisible les hypothèses dans lesquelles le législateur autorise une pareille ingérence. Toute ingérence dans le droit au respect de la vie privée doit, en outre, reposer sur une justification raisonnable et être proportionnée aux buts poursuivis par le législateur⁹.

⁵ Dans le même sens, voir également les considérants n°s 21, 28, 34, 36, 38 et 51.

⁶ Points 13 et 14 de l'avis.

⁷ Avis n° 63.192/2 donné le 19 avril 2018 sur l'avant-projet devenu la loi du 30 juillet 2018 'relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel', *Doc. parl.*, Chambre, 2017-2018, n° 54-3126/1, pp. 402 à 456, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/63192.pdf>; avis n° 63.202/2 donné le 28 avril 2018 sur l'avant-projet devenu la loi du 5 septembre 2018 'instituant le comité de sécurité de l'information et modifiant diverses lois concernant la mise en œuvre du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE', *Doc. parl.*, Chambre, 2017-2018, n° 54-3185/1, pp. 120 à 145, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/63202.pdf>; avis n° 64.879/4 donné le 4 février 2019 sur un avant-projet devenu le décret de la Région wallonne du 2 mai 2019 'modifiant le Code wallon de l'action sociale et de la santé en ce qui concerne la prévention et la promotion de la santé', *Doc. parl.*, Parl. wall., 2018-2019, n° 1332/1, pp. 25 à 35, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/64879.pdf> et avis n° 66.830/2 donné le 13 janvier 2020 sur un projet d'arrêté royal 'portant l'introduction de la Banque des actes notariés', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/66830.pdf>.

⁸ Voir l'avis n° 64.879/4 précité, observation n° 2 formulée sous l'article 3. Dans le même sens, voir également l'avis n° 63.202/2 précité.

⁹ Voir notamment les avis n°s 63.192/2 et 63.202/2 précités.

4. Suite aux changements législatifs et réglementaires intervenus en matière de protection des données à caractère personnel, l'avant-projet entend insérer dans la loi du 18 septembre 2017 un nouveau livre (le livre II/1 en projet) relatif au traitement et à la protection des données à caractère personnel ¹⁰.

Ce nouveau livre énonce la finalité des traitements de données à caractère personnel prévus par la loi du 18 septembre 2017 :

« les données à caractère personnel ne sont traitées en application de la présente loi qu'aux fins de la prévention du BC/FT et ne font pas l'objet d'un traitement ultérieur d'une manière incompatible avec lesdites finalités. Le traitement des données à caractère personnel recueillies sur la base de la présente loi pour toute autre finalité que celle prévue par cette loi, notamment à des fins commerciales, est interdit » (article 64, § 2, de la loi du 18 septembre 2017 tel que modifié par l'article 67, 3°, de l'avant-projet).

Si la finalité des traitements est ainsi définie par la loi, l'auteur de l'avant-projet doit également s'assurer, en tenant compte notamment des autres lois susceptibles de s'appliquer parallèlement à la loi du 18 septembre 2017, qu'il en va de même pour les autres éléments essentiels énumérés ci-avant, et ce pour chacun des traitements de données à caractère personnel prévus par l'avant-projet, à savoir :

- pour les données à caractère personnel collectées et traitées par la CTIF ;
- pour les données à caractère personnel collectées et traitées par les entités assujetties ;
- pour les données à caractère personnel collectées et traitées par les autorités de contrôle.

¹⁰ Et ce, conformément à l'engagement qui avait été pris par le Gouvernement lors de l'adoption de la loi du 18 septembre 2017 : « Le gouvernement prend connaissance que la Commission [pour la protection de la vie privée] attire l'attention sur le fait qu'une nouvelle réglementation européenne relative à la protection des données à caractère personnel a été promulguée récemment : le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) et la Directive (UE) 2016/680 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les autorités compétentes à des fins de prévention et de détection des infractions pénales, d'enquêtes et de poursuites en la matière ou d'exécution de sanctions pénales, et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la décision-cadre 2008/977/JAI du Conseil. Le règlement précité sera automatiquement d'application le 25 mai 2018. La directive précitée doit être transposée par le législateur belge au plus tard le 6 mai 2018. La Commission recommande d'anticiper déjà maintenant ces textes, dans ce projet. Le gouvernement prend acte de l'avis et des recommandations de la Commission. Toutefois, vu le fait que la directive précitée ne sera transposée qu'en 2018 dans l'ordre juridique belge, il n'est pas indiqué actuellement de rédiger le présent projet en fonction de dispositions futures. Ce serait notamment un empiètement sur la rédaction à venir du projet de loi transposant la directive précitée, ainsi que sur la rédaction des dispositions légales se conformant à un cadre juridique qui n'existe pas encore. Le gouvernement apportera, par conséquent, les adaptations nécessaires à ce projet de loi, quand la directive précitée sera transposée en droit belge », *Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, n° 54-2566/1, p. 19.

Par ailleurs, par souci de lisibilité, l'auteur de l'avant-projet appréciera s'il ne convient pas de regrouper dans le nouveau livre II/1 de l'avant-projet à l'examen, les divers éléments essentiels du régime applicable aux traitements de données à caractère personnel qui sont appelés à figurer dans la loi du 18 septembre 2017¹¹.

5. À cet égard, un examen particulier nécessite aussi d'être réalisé par rapport au respect du principe de légalité pour ce qui concerne le registre central des bénéficiaires effectifs (« le registre UBO »), dès lors que celui-ci fait l'objet de modifications importantes par la 5^{ème} directive anti-blanchiment¹².

Conformément à la 4^{ème} directive anti-blanchiment, un registre central des bénéficiaires effectifs (le « registre UBO ») a, en effet, été créé par l'article 73 de la loi du 18 septembre 2017.

En ce qui concerne la finalité du traitement des données à caractère personnel reprises dans ce registre, l'article 74, § 1^{er}, de la loi du 18 septembre 2017, tel que modifié par l'article 73 de l'avant-projet, indique que

« le registre UBO a pour but de mettre à disposition des informations adéquates, exactes et actuelles sur les bénéficiaires effectifs, visés à l'article 4, 27°, a), des sociétés constituées en Belgique, sur les bénéficiaires effectifs, visés à l'article 4, 27°, b), des fiducies ou trusts, sur les bénéficiaires effectifs, visés à l'article 4, 27°, c), des fondations et d'associations (internationales) sans but lucratif, et sur les bénéficiaires effectifs, visés à l'article 4, 27°, d), des constructions juridiques similaires aux fiducies ou aux trusts ».

Comme l'avait fait remarquer la Commission de la protection de la vie privée dans son avis n° 24/2017 du 24 mai 2017 sur l'avant-projet devenu la loi du 18 septembre 2017, cela « n'implique aucune délimitation précise de la finalité. La réutilisation des informations pour d'autres finalités que la prévention du BC/FT n'est notamment pas exclue ». L'on peut toutefois noter que la finalité générale des traitements de données à caractère personnel dans le cadre de la loi du 18 septembre 2017 est précisée à l'article 64, § 2, de la loi, tel que modifié par l'article 67 de l'avant-projet, qui dispose que « les données à caractère personnel ne sont traitées en application de la présente loi qu'aux fins de la prévention du BC/FT et ne font pas l'objet d'un traitement ultérieur d'une manière incompatible avec lesdites finalités ».

Le responsable du traitement est également désigné au paragraphe 2 de l'article 74 de la loi du 18 septembre 2017, à savoir « le service de l'Administration de la Trésorerie visé à l'article 73 ».

¹¹ Plusieurs dispositions relatives au traitement de données à caractère personnel figurent en effet, de manière éparse, dans la loi du 18 septembre 2017 et dans l'avant-projet. À titre tout à fait exemplatif, l'on peut notamment citer : l'article 77/1 en projet sur les traitements de données à caractère personnel collectées par la CTIF, les actuels articles 60 à 62 pour la conservation des données à caractère personnel collectées par les entités assujetties, l'actuel article 135, § 3, sur les délais de conservation des données à caractère personnel reprises dans la publication des amendes infligées.

¹² Voir l'article 1^{er}, 15), de la 5^{ème} directive anti-blanchiment.

Il n'en va cependant pas de même concernant l'identification des données susceptibles de traitement ¹³, des personnes qui y ont accès, du mode de collecte des données et du délai de conservation de celles-ci. L'article 75 de la loi du 18 septembre 2017 se contente en effet d'habiliter le Roi à cet égard, ce que le Roi a fait en adoptant l'arrêté royal du 30 juillet 2018 'relatif aux modalités de fonctionnement du registre UBO'.

Afin de mieux s'inscrire dans le respect du principe de légalité qui trouve à s'appliquer en la matière, il s'indique de compléter le dispositif de la loi du 18 septembre 2017 pour y prévoir les éléments essentiels manquants relatifs au registre UBO et rappelés ci-avant, ce qui contribuera en outre à assurer la sécurité juridique ¹⁴.

Il conviendra également d'insérer dans l'avant-projet les modifications relatives à ces éléments essentiels qui découlent de la transposition non seulement de la 4^{ème} directive anti-blanchiment ¹⁵ mais aussi de la 5^{ème} directive anti-blanchiment ¹⁶. À cet égard, le tableau de concordance joint au dossier soumis à la section de législation indique qu'un projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 30 juillet 2018 est en préparation. Comme il vient cependant d'être exposé ci-avant, celui-ci devra veiller à ne pas prévoir de modifications aux éléments essentiels devant figurer dans la loi elle-même.

6. En conclusion, l'auteur de l'avant-projet est invité à procéder à une relecture attentive du texte à l'examen afin de s'assurer que chaque traitement de données à caractère personnel prévu respecte bien les principes de légalité, de prévisibilité et de proportionnalité applicables en la matière.

B. La liberté d'établissement

1. L'article 32 de l'avant-projet prévoit une obligation d'inscription à l'égard des professions suivantes :

- une obligation d'inscription sur une liste séparée du registre public visée à l'article 29, § 2, en projet de la loi du 17 mars 2019 relative aux professions d'expert-comptable et de conseiller fiscal pour les consultants/prestataires de services fiscaux non agréés ;

- une obligation d'inscription auprès de la FSMA pour les prestataires de services d'échange entre monnaies virtuelles et monnaies légales, ainsi que pour les prestataires de services de portefeuille de conservation ;

¹³ L'article 74, § 1^{er}, de la loi du 18 septembre 2017 vise, de manière générale, « des informations adéquates, exactes et actuelles sur les bénéficiaires effectifs ».

¹⁴ Dans son avis n° 24/2017 du 24 mai 2017, la Commission de la protection de la vie privée avait également recommandé « de régler de manière suffisamment claire dans l'avant-projet les éléments essentiels relatifs au registre UBO ».

¹⁵ Voir les échanges entre la Belgique et la Commission européenne suite à l'avis motivé n° 2017/0516 et plus particulièrement, le document intitulé « Belgium : input on questions raised by the EU COM 15/11/2019 » (pp. 1, 6 et 7).

¹⁶ Voir l'article 1^{er}, 15), c), d), e), f), g) et l'article 1^{er}, 16), de la 5^{ème} directive anti-blanchiment.

– une obligation d'inscription auprès du SPF Économie, PME, Classes moyennes et Énergie pour les marchands d'art.

2. La question se pose de savoir si ces obligations d'inscription sont compatibles avec la liberté d'établissement, qui est notamment garantie par l'article 49 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et réglée par le livre III du Code de droit économique.

Ainsi, l'article III.13, § 1^{er}, 3^o, de ce Code dispose que l'exercice d'une activité de service ne peut être subordonné à des exigences qui ne sont pas propres à garantir la réalisation de l'objectif poursuivi et vont au-delà de ce qui est nécessaire pour atteindre cet objectif. Si une entrave à la liberté d'établissement est admissible, elle ne peut toutefois être disproportionnée.

3. En l'espèce, l'obligation d'inscription des professions visées ci-avant est justifiée par l'objectif de lutter contre le blanchiment de capitaux et contre le financement du terrorisme. Comme l'a jugé la Cour constitutionnelle, « la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, qui exercent une influence évidente sur le développement du crime organisé, lequel constitue une menace particulière pour la société, est un objectif légitime d'intérêt général »¹⁷.

4. Ainsi qu'il résulte des explications fournies dans l'exposé des motifs, cette mesure est en outre proportionnée à l'objectif poursuivi. Il s'agit de permettre à l'autorité de contrôle concernée d'exercer ses pouvoirs de contrôle et de sanction à l'égard de personnes clairement identifiées. Il s'agit par ailleurs de permettre à la CTIF de savoir si elle est valablement saisie lorsqu'elle reçoit une déclaration de soupçon de la part de ces professionnels en application de l'article 47 de la loi du 18 septembre 2017.

Il convient enfin de noter que cette obligation découle, pour ce qui concerne les prestataires de services d'échange entre monnaies virtuelles et monnaies légales, ainsi que pour les prestataires de services de portefeuilles de conservation, de l'article 1^{er}, paragraphe 29, de la 5^{ème} directive anti-blanchiment.

5. Il résulte de ce qui précède que ces entraves à la liberté d'établissement sont admissibles au vu de l'objectif poursuivi et qu'elles sont proportionnées.

C. La liberté d'entreprendre

1. L'article 67, § 4, en projet (article 69 de l'avant-projet), entend limiter le service des versements postaux aux consommateurs et le limiter à un maximum de 3.000 euros.

2. La question se pose de savoir si cette exclusion des professionnels du recours au service des versements postaux constitue une restriction compatible avec la liberté d'entreprendre.

¹⁷ C.C., 23 janvier 2008, n° 10/2008 considérant B.8.

3. À cet égard, la Cour constitutionnelle a rappelé ce qui suit dans son arrêt n° 141/2019 du 17 octobre 2019 :

« B.10.2. La liberté d'entreprendre, visée par l'article II.3 du Code de droit économique, doit s'exercer 'dans le respect des traités internationaux en vigueur en Belgique, du cadre normatif général de l'union économique et de l'unité monétaire tel qu'établi par ou en vertu des traités internationaux et de la loi' (article II.4 du même Code).

La liberté d'entreprendre doit par conséquent être lue en combinaison avec les dispositions de droit de l'Union européenne applicables, ainsi qu'avec l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, au regard duquel la Cour peut effectuer directement un contrôle, en tant que règle répartitrice de compétences.

Enfin, la liberté d'entreprendre est également garantie par l'article 16 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

B.10.3. Par conséquent, la Cour doit contrôler la disposition attaquée au regard des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec la liberté d'entreprendre.

B.11. La liberté d'entreprendre ne peut être conçue comme une liberté absolue. Elle ne fait pas obstacle à ce que le législateur compétent règle l'activité économique des personnes et des entreprises. Le législateur n'interviendrait de manière déraisonnable que s'il limitait la liberté d'entreprendre sans aucune nécessité ou si cette limitation était disproportionnée au but poursuivi ».

4. En l'espèce, l'interdiction de recourir aux versements postaux pour les professionnels est justifiée par l'objectif de lutter contre le blanchiment de capitaux et contre le financement du terrorisme. Comme l'a jugé la Cour constitutionnelle, « la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, qui exercent une influence évidente sur le développement du crime organisé, lequel constitue une menace particulière pour la société, est un objectif légitime d'intérêt général »¹⁸.

5. Force est de constater que l'atteinte à la liberté d'entreprendre qui résulte de cette interdiction est raisonnablement justifiée par l'objectif précité.

En effet, ainsi que l'explique le commentaire de l'article, « il a été constaté que, malgré l'interdiction des paiements en espèces d'un montant supérieur à 3.000 euros dans le cadre d'une opération ou d'un ensemble d'opérations qui semblent liées, des personnes physiques ou morales malhonnêtes ont contourné l'interdiction en abusant du système de versement postal »¹⁹.

Comme l'a jugé la Cour constitutionnelle²⁰,

« B.5.1. Lorsque le législateur constate qu'un secteur économique ou un marché commercial déterminé est particulièrement exposé au risque de transactions frauduleuses ou qu'il est régulièrement utilisé pour dissimuler le produit d'activités illicites, il lui revient de prendre les mesures qui s'imposent pour lutter contre ces phénomènes ».

¹⁸ C.C., 23 janvier 2008, n° 10/2008, considérant B.8.

¹⁹ Voir l'exposé des motifs, p. 103.

²⁰ C.C., 17 octobre 2019, n° 141/2019.

Enfin, l'interdiction pour les professionnels de recourir aux versements postaux n'entraîne pas des conséquences disproportionnées pour ceux-ci. En effet, ainsi que l'expose le commentaire de l'article, l'on peut « raisonnablement supposer que toutes les personnes qui ne sont pas des consommateurs (par exemple les personnes morales, les indépendants, les professions libérales, etc.) ont un compte bancaire qui leur permette de respecter leurs obligations financières »²¹.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

DISPOSITIF

Article 3

Article 35 en projet de la loi du 22 février 1998 'fixant le statut organique de la Banque nationale de Belgique'

1. Les enquêtes parlementaires se distinguant des enquêtes judiciaires pénales, au 1^o, les mots « en ce compris les », qui figurent dans le texte en voie d'insertion à l'article 35, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 22 février 1998, seront remplacés par les mots « et hormis le cas de ».

2. Les articles 35 à 35/3 existant ou en projet ont trait au secret professionnel devant être respecté par les personnes visées par ces dispositions. Ces dispositions sont insérées dans le chapitre IV intitulé « Dispositions financières et révision des statuts ». Au vu de l'objet de ce chapitre, ces articles en projet n'ont donc pas leur place dans celui-ci. Par ailleurs, d'autres dispositions relatives au secret professionnel se retrouvent quant à elles dans le chapitre suivant de la loi (chapitre IV/1 – nouvelle section 3^{ter} insérée par l'article 9 de l'avant-projet et section 4, dont l'intitulé est remplacé par l'article 11 de l'avant-projet). Par souci de lisibilité du texte, l'ensemble des dispositions relatives au secret professionnel gagneraient à être regroupées.

Article 10

Article 36/12/4 en projet de la loi du 22 février 1998

Le commentaire de l'article gagnerait à être complété afin de mentionner les dispositions qui organisent le « mécanisme extrajudiciaire de règlement des plaintes des investisseurs ».

Article 13

Article 36/13 en projet de la loi du 22 février 1998

Le 1^o du paragraphe 1^{er} de l'article 36/13 en projet autorise la Banque à communiquer des informations confidentielles « aux autorités de contrôle belges visées à l'article 85 de la loi du 18 septembre 2017 ».

²¹ Voir l'exposé des motifs, p. 103.

Parmi les autorités de contrôle visées à l'article 85 de la loi du 18 septembre 2017 (tel que modifié par l'avant-projet) figurent la FSMA, le SPF Économie, PME, Classes moyennes et Énergie ainsi que l'Administration générale de la Trésorerie.

L'auteur de l'avant-projet vérifiera par conséquent l'opportunité de mentionner ces autorités également aux 3°, 4° et 7°, de l'article 36/13, § 1^{er}, en projet.

Article 23

Article 4 en projet de la loi du 2 août 2002 'relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers'

Au 16° en projet, la loi du 18 septembre 2017 doit être mentionnée avec son intitulé complet.

Article 31

Article 4 en projet de la loi du 18 septembre 2017

1. Au e) [lire 5°²²], il convient de préciser que la modification s'insère dans le 23°, z), bb).
2. De l'accord de la déléguée du Ministre, afin d'assurer une transposition complète de l'article 1^{er}, 2), b), de la 5^{ème} directive anti-blanchiment, il convient, à l'article 4, 27°, alinéa 2, b), en projet, de remplacer les mots « le constituant » par les mots « le ou les constituants » et de remplacer les mots « le protecteur » par les mots « le ou les protecteurs ».
3. L'article 4, 35°, en projet définit la notion de « monnaie électronique ».

Interrogée quant à la transposition de l'exception prévue à l'article 1^{er}, 2), c), de la 5^{ème} directive anti-blanchiment²³, la déléguée du Ministre a précisé ce qui suit :

« L'article 1^{er}, 2), c) de la 5^{ème} directive définit 'la monnaie électronique' comme la monnaie électronique au sens de l'article 2, point 2), de la directive 2009/110/CE, à l'exclusion de la valeur monétaire visée à l'article 1^{er}, paragraphes 4 et 5, de ladite directive'. Cette exclusion est en réalité inutile puisque la valeur monétaire émise dans les conditions visées aux paragraphes 4 et 5 (c'est-à-dire dans le cadre d'un réseau limité ou dans le cadre de l'exception applicable aux fournisseurs de réseaux ou de services de communications électroniques) n'est pas soumise aux règles de la Directive relative à la monnaie électronique (les émetteurs l'émettant ne sont en effet soumis à aucun statut). Si cela s'avère nécessaire toutefois, la définition pourrait, dans un but de clarification, être modifiée comme suit : 'la monnaie électronique' au sens de l'article 2, 77°, de la loi du 11 mars 2018, à l'exclusion de la valeur monétaire émise conformément aux articles 164 et 165 de ladite loi ».

²² *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 58, b).

²³ « à l'exclusion de la valeur monétaire visée à l'article 1^{er}, paragraphes 4 et 5, de ladite directive ».

Par souci de sécurité juridique, la définition visée à l'article 4, 35°, en projet sera complétée en ce sens.

Article 32

Article 5 en projet de la loi du 18 septembre 2017

1. Aux 14°/1 et 14°/2 du paragraphe 1^{er} de l'article 5 en projet, il convient de remplacer les mots « et visés dans l'arrêté pris en exécution de l'alinéa 2 du présent paragraphe » par les mots « inscrits auprès de la FSMA conformément à l'alinéa 2 ».

Aux 31°/1 et 31°/2 du paragraphe 1^{er} de l'article 5 en projet, il convient de remplacer les mots « et visés dans l'arrêté royal pris en exécution de l'alinéa 5 du présent paragraphe » par les mots « inscrits auprès du Service Public Fédéral Économie, PME, Classes moyennes et Énergie conformément à l'alinéa 6 ».

2. Concernant l'inscription des personnes visées aux 31°/1 et 31°/2 du paragraphe 1^{er} de l'article 5 en projet, il n'est pas envisagé, contrairement à ce qui est le cas pour les prestataires de services d'échange entre monnaies virtuelles et monnaies légales et pour les prestataires de services de portefeuilles de conservation, d'habiliter le Roi à prévoir que l'inscription est refusée, révoquée ou suspendue si ces personnes ne satisfont pas aux conditions prévues. L'auteur de l'avant-projet appréciera l'opportunité de compléter en ce sens le texte de l'article 5, § 1^{er}, en projet.

3. À l'article 5, § 1^{er}, alinéa 6, en projet, il convient d'omettre les mots « pris sur avis du Service public fédéral Économie, PME, Classes moyennes et Énergie ». Il n'appartient en effet pas au législateur de s'immiscer dans le fonctionnement du pouvoir exécutif en imposant au Roi l'obligation de consulter l'administration avant d'édicter une réglementation. La circonstance que cette administration est revêtue par la loi de la qualité d'autorité de contrôle pour certaines entités assujetties est sans incidence à cet égard.

4. À l'article 5, § 1^{er}, alinéa 7, 3°, c), en projet, il convient, *in fine*, d'écrire « pour infraction à la présente loi et à ses arrêtés d'exécution ».

Article 39

Article 29 en projet de la loi du 18 septembre 2017

Au a) [lire 1°], il convient de préciser que la modification s'insère « au 2°, b), alinéa 2, iii) ».

Article 44*Article 29 en projet de la loi du 18 septembre 2017*

Par souci de lisibilité de la disposition en projet, il convient au 2° de remplacer les mots « la preuve de cet enregistrement » par les mots « la preuve de l'enregistrement des informations visées à l'article 74, § 1^{er}, dans le registre central des bénéficiaires effectifs ».

Article 51*Article 38 en projet de la loi du 18 septembre 2017*

L'article 38 en projet entend transposer l'article 1^{er}, 11), de la 5^{ème} directive anti-blanchiment, qui tend à insérer un nouvel article 18bis dans la directive n° 2015/849.

Interrogée quant à la transposition du paragraphe 4 du nouvel article 18bis précité, la déléguée du Ministre a précisé ce qui suit :

« L'article 1^{er}, 11) de la Directive AMLD 5 est transposé à l'article 51 de l'avant-projet de loi, remplaçant l'article 38 de la loi du 18 septembre 2017.

En ce qui concerne plus précisément l'article 18bis, § 4, les évaluations et rapports des organisations internationales et des instances normatives compétentes sont déjà pris en considération dans la définition des pays tiers à haut risque (cf. art. 4, 9° de la loi du 18 septembre 2017). Cependant, si le Conseil d'État devait l'estimer nécessaire, l'habilitation royale de l'article 38, § 2, alinéa 1^{er} de la loi du 18 septembre 2017 pourrait être complétée par les mots suivants : 'Sans préjudice des articles 14 et 54, le Roi peut, par arrêté délibéré en conseil des ministres, pris sur avis des autorités de contrôle des entités assujetties concernées, et tenant compte, le cas échéant, des rapports et évaluations établis en la matière par le Groupe d'action financière, le Comité ministériel de coordination de la lutte contre le blanchiment de capitaux d'origine illicite et le Conseil National de Sécurité, (...) ».

Afin d'assurer une correcte transposition de la 5^{ème} directive anti-blanchiment, l'article 38, § 2, alinéa 1^{er}, en projet sera complété en ce sens.

Article 56*Article 45 en projet de la loi du 18 septembre 2017*

Au paragraphe 1^{er}, al 1^{er}, 3°, en projet, les mots « et/ou » sont inutiles et même source d'insécurité juridique puisque la disposition en projet précise qu'il suffit qu'une des conditions énumérées soit remplie.

Ces mots seront omis.

Article 58*Article 52 en projet de la loi du 18 septembre 2017*

Ainsi que l'a jugé la Cour constitutionnelle dans son arrêt n° 10/2008 du 23 janvier 2008,

« B.14.2. [l']intervention du bâtonnier dans la transmission d'informations par les avocats à la Cellule de traitement des informations financières est une garantie essentielle, aussi bien pour les avocats que pour leurs clients, qui permet de s'assurer qu'il ne sera porté atteinte au secret professionnel que dans les cas strictement prévus par la loi. Le bâtonnier a pour rôle de vérifier que les conditions d'application légales de l'obligation de communication sont bien remplies et, s'il constate que tel n'est pas le cas, il doit s'abstenir de transmettre l'information qui lui a été communiquée. L'intervention d'un organe d'autorégulation de la profession a été prévue par la directive 'afin de tenir dûment compte de l'obligation de discrétion professionnelle qui incombe [aux avocats] à l'égard de leurs clients' (directive 2001/97/CE, considérant 20). L'intervention du bâtonnier est conçue comme 'un filtre' entre les avocats et les autorités judiciaires, 'pour éviter toute atteinte aux droits fondamentaux de la défense' (*Doc. parl.*, Chambre, 2003-2004, DOC 51-0383/001, p. 17) ».

Ce n'est donc bien que si le bâtonnier a constaté que les conditions légales étaient respectées que celui-ci est tenu de transmettre « immédiatement et de manière non filtrée » les informations à la CTIF. La modification envisagée de l'article 52, alinéa 2, de la loi du 18 septembre 2017 ne peut ainsi se comprendre que comme laissant intacte la fonction de « filtre » du bâtonnier, ainsi qu'en atteste l'usage des mots « Le cas échéant » dans cet article.

Article 63*Article 60 en projet de la loi du 18 septembre 2017*

1. S'agissant du délai de conservation de 10 ans fixé dans l'article 60 en projet pour les informations visées au 1° de cet article, la section de législation a déjà fait observer ce qui suit ²⁴ :

« Le fait de prévoir dans la loi, de manière générale, que la durée de conservation des documents et des informations sera de dix ans, alors que l'article 40, paragraphe 1, alinéa 1^{er}, de la directive la limite à cinq, ne paraît pas conforme aux exigences prévues par l'alinéa suivant pour la prolonger à dix :

'après avoir [dans le chef des États membres] minutieusement évalué la nécessité et la proportionnalité de cette conservation prolongée et si elle a été jugée nécessaire aux fins de prévenir ou de détecter des actes de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme ou d'enquêter en la matière'.

²⁴ Avis n° 61.295/2, précité.

La phrase qui précède réserve certes la possibilité de 'dispositions contraires du droit national, lequel précise dans quelles circonstances les entités assujetties peuvent ou doivent prolonger la conservation des données', mais les conditions ainsi imposées, en ces termes, par la directive supposent que la loi se limite à déterminer les circonstances qui imposeront ou permettront la prolongation au-delà de cinq ans et excluent donc que la loi fixe d'emblée la durée de cette période de conservation indistinctement à dix ans²⁵ ».

Il convient de réitérer cette observation.

2. Il convient de compléter le 1^o/1 de l'article 60 en projet par l'indication du délai de conservation des documents visés, dans le respect de l'article 40 de la directive n° 2015/849.

Article 67

Article 64 en projet de la loi du 18 septembre 2017

L'article 64, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et § 1^{er}/1, alinéa 1^{er}, en projet, dispose que le traitement des données à caractère personnel en vertu de la présente loi est soumis :

– aux dispositions de la présente loi et

– aux dispositions du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)' (ci-après : « le RGPD) pour les traitements effectués par les entités assujetties et par les autorités de contrôle ou

– aux dispositions du titre 2 de la loi du 30 juillet 2018 pour les traitements effectués par la CTIF.

Les traitements de données à caractère personnel effectués en vertu de la loi du 18 septembre 2017 doivent en effet nécessairement se faire dans le respect de la loi du 30 juillet 2018 'relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel' et du RGPD, compte tenu des champs d'application respectifs de ces législations²⁶. Il est par ailleurs redondant d'indiquer que les traitements de données à caractère personnel sont soumis aux dispositions de la présente loi.

Pareilles précisions, qui figurent déjà dans le commentaire de l'article, n'ont pas leur place dans le dispositif et doivent en conséquence en être omises.

²⁵ Note de bas de page n° 3 de l'avis cité : Voir, en ce sens, le considérant 44 dans le préambule de la directive.

²⁶ Avis n° 65.357/4 donné le 6 mars 2019 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 avril 2019 'modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2014 fixant la réglementation des services d'accueil d'enfants malades à domicile', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/65357.pdf>.

Article 68

Article 65 en projet de la loi du 18 septembre 2017

L'article 65 en projet tend à transposer complètement l'article 41, § 4, de la directive n° 2015/849, suite aux remarques formulées par la Commission européenne dans son avis motivé n° 2017/0516 du 24 janvier 2019.

L'article 65 en projet entend ainsi mettre en œuvre l'article 23 du RGPD, qui autorise les États membres à limiter la portée des droits et obligations des personnes concernées lorsque cela s'avère nécessaire pour garantir l'une des finalités énoncées au paragraphe 1^{er} de l'article 23.

Cette disposition de l'avant-projet tend en substance à limiter les droits suivants aux personnes concernées par le traitement de données à caractère personnel en application de la loi du 18 septembre 2017 : le droit d'accès et de rectification des données, le droit à l'oubli, le droit à la portabilité desdites données, le droit à objecter, le droit de ne pas être profilé ni de se faire notifier les failles de sécurité.

La section de législation a déjà fait remarquer à cet égard ce qui suit ²⁷ :

« 1.2. Si l'article 23, paragraphe 1, du RGPD permet la limitation de la portée des droits prévus par les articles 5, 12 à 22 et 34 du RGPD, il exige également que l'État membre justifie pour ce faire d'un objectif légitime et qu'une telle limitation respecte l'essence des libertés et droits fondamentaux et qu'elle constitue une mesure nécessaire et proportionnée dans une société démocratique'. Compte tenu de son caractère dérogatoire, cette disposition doit, du reste, faire l'objet d'une interprétation stricte.

Une ingérence des pouvoirs publics dans l'exercice du droit au respect de la vie privée doit non seulement reposer sur une disposition législative suffisamment précise mais aussi reposer sur une justification raisonnable et être proportionnée aux buts poursuivis par le législateur. Le législateur dispose en la matière d'une marge d'appréciation. Cette marge n'est toutefois pas illimitée : pour qu'une norme soit compatible avec le droit au respect de la vie privée, il faut que le législateur ait établi un juste équilibre entre tous les droits et intérêts en cause. L'exercice des droits prévus par les articles 5, 12 à 22 et 34 du RGPD participe à l'existence d'un tel équilibre. [...] » ²⁸.

En outre, l'article 23, paragraphe 2, du RGPD prévoit que toute mesure législative visée au paragraphe 1 du même article

« contient des dispositions spécifiques relatives, au moins, le cas échéant :

- a) aux finalités du traitement ou des catégories de traitement ;
- b) aux catégories de données à caractère personnel ;
- c) à l'étendue des limitations introduites ;

²⁷ Avis n° 63.470/2-4 donné le 7 juin 2018 sur un avant-projet devenu la loi du 30 juillet 2018 'portant des dispositions financières diverses', *Doc. parl.* Chambre, 2017-2018, n° 54-3172/1, pp. 356 à 366, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/63470.pdf>.

²⁸ Voir dans le même sens l'avis n° 63.202/2 précité, observation générale A, n° 2.4, et observation formulée sous les articles 82 et 83 de cet avant-projet ; voir également l'avis n° 63.192/2 précité, observation générale A, n° 2.4, et observation formulée sous les articles 10 et 11 de cet avant-projet.

- d) aux garanties destinées à prévenir les abus ou l'accès ou le transfert illicites ;
- e) à la détermination du responsable du traitement ou des catégories de responsables du traitement ;
- f) aux durées de conservation et aux garanties applicables, en tenant compte de la nature, de la portée et des finalités du traitement ou des catégories de traitement ;
- g) aux risques pour les droits et libertés des personnes concernées ; et
- h) au droit des personnes concernées d'être informées de la limitation, à moins que cela risque de nuire à la finalité de la limitation ».

En l'espèce, concernant l'objectif poursuivi, l'Autorité de protection des données fait remarquer qu'

« on peut déduire de l'Exposé des motifs de l'article 68 de l'avant-projet et de l'article 64 de la loi anti-blanchiment (tel que modifié par l'article 67 de l'avant-projet) que la limitation des droits des personnes concernées repose sur l'article 23.1.d) du RGPD ('la prévention et la détection d'infractions pénales, ainsi que les enquêtes et les poursuites en la matière ou l'exécution de sanctions pénales, y compris la protection contre les menaces pour la sécurité publique et la prévention de telles menaces'). Cela doit être précisé explicitement dans l'article en question de l'avant-projet proprement dit »²⁹.

Ainsi que le constate par ailleurs l'Autorité de protection des données,

« cette exception à tous les droits des personnes concernées, formulée de manière extrêmement large, dans le chef de toutes les entités assujetties et des contrôleurs et concernant manifestement toutes les données à caractère personnel traitées par ces instances ne répond nullement aux dispositions spécifiques minimales requises par l'article 23.2 du RGPD et n'apporte qu'une plus-value minimale garantissant le maintien du contenu essentiel des droits et libertés fondamentaux dans une société démocratique (ainsi, il n'y a par exemple aucune indication de l'application dans le temps de ces limitations, ni la moindre délimitation des catégories de données à caractère personnel qui en feront l'objet,...) »³⁰.

Il convient par conséquent de revoir la formulation de l'article en projet et d'indiquer notamment les données à caractère personnel visées ainsi que la durée de l'exclusion des droits, afin de s'assurer que les limitations apportées aux droits des personnes concernées ne dépassent pas ce qui est strictement nécessaire à la réalisation de l'objectif légitime poursuivi³¹.

²⁹ Avis n° 17/2020 de l'Autorité de protection des données, donné le 21 février 2020.

³⁰ *Ibidem*.

³¹ Voir en ce sens l'avis n° 64.536/1-3 donné le 18 décembre 2018 sur un avant-projet, devenu projet de loi 'portant dispositions diverses en matière d'agriculture et de certains fonds budgétaires et en matière d'intégration sociale', *Doc. parl.*, Chambre, 2018-2019, n° 3508/1, pp. 88 à 99, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/64536.pdf> : « Il découle par ailleurs de l'article 23, paragraphe 1, du règlement (UE) 2016/679 que les limitations en projet doivent être des mesures proportionnées à l'objectif poursuivi. Dans la mesure où ces limitations impliquent de surcroît une ingérence dans le droit au respect de la vie privée et familiale, cette exigence résulte du reste également de l'article 22 de la Constitution et de l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme. On constate à cet égard que les dispositions concernées indiquent chaque fois que la possibilité de ne pas appliquer les obligations et droits, mentionnés aux articles 12 à 22 du règlement (UE) 2016/679, ne s'applique que 'durant la période dans laquelle la personne concernée est l'objet d'un contrôle ou d'une enquête ou d'actes préparatoires à ceux-ci', ainsi que 'durant la période durant laquelle l'Agence traite les pièces, en vue d'exercer les poursuites en la matière'. En outre, il est prévu que la durée des actes préparatoires ne peut excéder un an à partir de la réception de la

Article 69*Article 67 en projet de la loi du 18 septembre 2017*

1. Le paragraphe 2, alinéa 2, 2°, b), en projet impose à l'acheteur « d'identifier le consommateur, vérifier son identité et conserver ses données ainsi que la preuve de la vérification, selon les modalités prévues par le Roi ». Dès lors qu'il s'agit d'un traitement de données à caractère personnel, il est renvoyé à l'observation générale A quant au respect du principe de légalité.

2. Au paragraphe 2, alinéa 2, 2°, b), deuxième phrase, en projet, les mots « si l'acheteur accepte des espèces pour tout ou partie du paiement » seront remplacés par les mots « si l'acheteur accepte d'effectuer le paiement en espèces pour tout ou partie du paiement ».

Article 76*Article 77/1 en projet de la loi du 18 septembre 2017*

Le nouvel article 77/1 en projet dispose que « la CTIF est le responsable du traitement des données à caractère personnel qu'elle collecte en vertu de la présente loi pour les finalités visées à l'article 76 ».

En ce qui concerne le droit à la protection de la vie privée et le principe de légalité qui y est attaché, il est renvoyé à l'observation générale A.

L'on peut toutefois noter que si la finalité et le responsable du traitement des données à caractère personnel sont clairement identifiés par l'avant-projet, il n'en va pas de même pour les données susceptibles de traitement et pour le mode de collecte de celles-ci, dès lors que l'article 77/1 en projet se contente de viser « les données [...] qu'elle collecte en vertu de la présente loi ». Le commentaire de l'article précise, à cet égard, qu'

« il s'agit plus précisément des données à caractère personnel contenues dans les déclarations de soupçons, les informations et renseignements complémentaires reçues des entités assujetties, de leurs autorités de contrôle, ainsi que des données à caractère personnel contenues dans les informations, les renseignements complémentaires, les jugements et autres informations reçues des autorités, cellules de renseignement financiers (CRF) et autres services en application des articles 79, 81, 82, 84, 121, 123 et 135 de la loi du 18 septembre 2017 ».

Ces précisions gagneraient à être intégrées dans le dispositif de l'avant-projet.

demande d'exercer les droits que le règlement (UE) 2016/679 accorde à la personne concernée. Les dispositions en projet prévoient également que les limitations sont en principe immédiatement levées après la clôture du contrôle ou de l'enquête.

Ainsi, ces limitations, sous réserve des observations formulées ci-après, semblent en effet proportionnées à l'objectif poursuivi ».

S'agissant du délai de conservation, celui-ci est fixé à 10 ans par l'article 77/1 en projet. Le commentaire de l'article indique que

« [l']article en projet vise finalement à spécifier en vertu de l'article 30 de la loi du 30 juillet 2018 la durée maximale de conservation des données. Une approche similaire à celle auxquelles les entités assujetties sont soumises en vertu de l'article 60 de la loi du 18 septembre 2017 est prévue ».

Il est par conséquent renvoyé à l'observation formulée à propos de l'article 60 en projet (article 63 de l'avant-projet), même si l'article 40 de la directive n° 2015/849 ne vise que les entités assujetties.

Article 81

Article 84 en projet de la loi du 18 septembre 2017

Il convient, dans le texte français, de remplacer le mot « Notamment » par les mots « En application de l'alinéa 2, ».

Article 85

Article 90 en projet de la loi du 18 septembre 2017

Afin d'assurer la transposition complète de l'article 1^{er}, 39), a), de la 5^{ème} directive anti-blanchiment, la disposition sera, de l'accord de la déléguée, complétée pour y faire figurer l'idée selon laquelle les canaux sécurisés « garantissent que l'identité des personnes communiquant des informations n'est connue que des autorités compétentes ainsi que, le cas échéant, des organismes d'autorégulation ».

Article 86

Article 90/2 en projet de la loi du 18 septembre 2017

1. L'article 90/2 en projet tend à transposer l'article 1^{er}, 20), de la 5^{ème} directive anti-blanchiment, qui entend insérer un nouvel article 32^{ter} dans la directive n° 2015/849.

Ce nouvel article 32^{ter} dispose, en son paragraphe 1^{er}, que

« Les États membres donnent aux CRF et aux autorités compétentes l'accès aux informations permettant l'identification, en temps utile, de toute personne physique ou morale détenant des biens immobiliers, notamment au moyen de registres ou de systèmes électroniques de recherche de données lorsque de tels registres ou systèmes sont disponibles ».

L'article 90/2 en projet entend par conséquent donner accès à la CTIF et aux autorités de contrôle aux informations cadastrales collectées par l'Administration générale de la Documentation Patrimoniale du Service Public Fédéral Finances.

L'alinéa 2 de l'article 90/2 en projet précise toutefois que ces informations permettent d'identifier « au moins » toutes les personnes physiques ou morales propriétaires d'un bien immobilier. Interrogée sur la portée des termes « au moins » (qui ne figurent pas dans la disposition précitée de la 5^{ème} directive anti-blanchiment), la déléguée du Ministre a précisé ce qui suit :

« Het woord 'minstens' (in de Nederlandse tekst) en de woorden 'au moins' (in de Franse tekst) zijn toegevoegd om toe te laten dat er ook andere informatie kan geïdentificeerd worden uit het kadaster. De Richtlijn 2018/843 vereist dat het mogelijk moet zijn om alle natuurlijke of rechtspersonen te identificeren. Zonder de toevoeging van 'au moins' zal het niet mogelijk zijn om ook andere zaken te kunnen identificeren. De lidstaten kunnen verder gaan dan de minimumharmonisatie door de richtlijn ».

Cette explication ne convainc toutefois pas. Contrairement à ce qu'affirme la déléguée du Ministre, la 5^{ème} directive anti-blanchiment ne vise que « l'identification des personnes physiques et morales détenant des biens immobiliers ». En vertu du principe de légalité qui est attaché à l'article 22 de la Constitution, il revient au législateur lui-même de déterminer avec précisions les données visées ainsi que les finalités de l'accès à ces informations par la CTIF et les autorités de contrôle, dès lors qu'il s'agit de données à caractère personnel.

2. L'article 90/2 en projet est inséré dans le chapitre I^{er} du titre IV relatif aux autorités de contrôle. Or, cette disposition concerne à la fois les autorités de contrôle mais aussi la CTIF. Par conséquent, il ne paraît pas opportun, dans un souci de lisibilité de l'avant-projet, d'insérer cette disposition dans le titre IV de la loi du 18 septembre 2017.

Article 88

Article 93 en projet de la loi du 18 septembre 2017

Par souci de lisibilité, mieux vaudrait procéder de la même manière que celle prévue à l'article 101, § 1^{er}, de la loi du 18 septembre 2017, tel que modifié par l'article 95 de l'avant-projet, et, par conséquent adapter le 1^o de l'article 93, § 1^{er}, en y ajoutant la référence à l'article 91 de la loi.

En tout état de cause, telle que formulée, l'hypothèse visée à l'article 93, § 1^{er}, 5^o, en projet semble recouper celle visée au 4^o du même paragraphe.

La disposition sera en conséquence réexaminée.

Article 90

Article 95 en projet de la loi du 18 septembre 2017

1. Il convient chaque fois d'écrire « l'article 94, alinéa 1^{er}, 3^o, ».
2. Le mot « précité » sera omis.

Article 92*Article 98/1 en projet de la loi du 18 septembre 2017*

Les mots « *mutatis mutandis* » seront omis.

La même observation vaut pour l'article 116/2, § 2, 1^o, alinéa 2, en projet (article 102 de l'avant-projet).

Article 97*Article 103 en projet de la loi du 18 septembre 2017*

L'article 103 en projet entend transposer l'article 60, paragraphe 1, de la directive n° 2015/849, qui prévoit la publication, sur le site internet des autorités de contrôle concernées, des sanctions et des mesures administratives prises par celles-ci.

L'article 59, paragraphe 2, de la directive n° 2015/849 définit les sanctions et mesures administratives pouvant être prises par les autorités de contrôle en cas d'infractions. Parmi celles-ci figure au point b) la possibilité d'appliquer une injonction ordonnant à la personne physique ou morale de mettre un terme au comportement en cause et lui interdisant de le réitérer.

Il résulte de la lecture combinée de ces deux articles de la directive n° 2015/849 que les injonctions formulées par les autorités de contrôle doivent en principe être publiées.

Cela étant, l'article 103 en projet ne prévoit pas la publication des injonctions adressées par la FSMA conformément à l'article 101, § 1^{er}, de la loi (alors que l'article 98/1 en projet (article 92 de l'avant-projet) prévoit la publication de celles adressées par la Banque nationale de Belgique).

Interrogée à cet égard, la déléguée du Ministre a répondu ce qui suit :

« La Directive AMLD 5 exige en effet que les autorités compétentes puissent publier les mesures qu'elles prennent en cas d'infraction, et ce dès la formulation d'injonctions. L'article 103 en projet sera modifié pour se référer à l'article 101, et non uniquement à son paragraphe 2. Ainsi, les injonctions prononcées par la FSMA conformément à l'article 101, § 1^{er} pourront être publiées au même titre que les injonctions prononcées par la BNB conformément à l'article 93, § 1^{er}. Ceci étant, un passage sera inséré dans le commentaire des articles concernés pour préciser qu'étant donné la spécificité des injonctions, dont le but est qu'il soit satisfait par l'entité assujettie au prescrit légal et réglementaire endéans le délai imparti, et qui sont généralement considérées en droit belge comme des 'mesures préparatoires' (cf. jurisprudence du Conseil d'État à ce sujet), la décision de les publier devra être prise avec une précaution accrue, tenant compte du caractère proportionné et du risque pour l'établissement concerné et pour la stabilité des marchés financiers ».

Afin d'assurer une correcte transposition de la directive n° 2015/849, l'article 103 en projet sera complété en ce sens.

Articles 101 et 102*Articles 116/1 et 116/2 en projet de la loi du 18 septembre 2017*

Les articles 116/1 et 116/2 en projet entendent définir les pouvoirs et les mesures de contrôle du Collège de supervision des réviseurs d'entreprise. Force est toutefois de constater que ces pouvoirs et mesures de contrôle sont déjà définis aux articles 32, 54 et 57 de la loi du 7 décembre 2016 'portant organisation de la profession et de la supervision publique des réviseurs d'entreprises'. Il convient donc de veiller à la cohérence entre les deux textes, pour éviter toute éventuelle contradiction ou double emploi.

En tout état de cause, la formulation et la structuration de l'article 116/2 seront revues, afin d'assurer la lisibilité de celui-ci ³².

Article 124*Article 125 en projet de la loi du 18 septembre 2017*

L'article 125, § 2, en projet tend à transposer l'article 1^{er}, 35), de la 5^{ème} directive anti-blanchiment qui dispose ce qui suit :

« À l'article 55, le paragraphe 2 est remplacé par le texte suivant :

2. Les États membres veillent à ce que la CRF requise donne rapidement et dans la plus large mesure possible son accord préalable à la dissémination des informations aux autorités compétentes, quel que soit le type d'infraction sous-jacente associée. La CRF requise ne refuse pas de donner son accord à cette dissémination, sauf si cela n'entre pas dans le champ d'application de ses dispositions en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ou est susceptible d'entraver une enquête ou est autrement contraire aux principes fondamentaux du droit national dudit État membre. À cet égard, tout refus de donner son accord est expliqué de manière appropriée. Ces exceptions sont précisées de manière à prévenir tout abus ou toute restriction induite de la dissémination d'informations aux autorités compétentes ».

L'article 125, § 2, en projet, ne reprend toutefois pas l'hypothèse dans laquelle la transmission serait « autrement contraire aux principes fondamentaux du droit national ». Le commentaire de l'article justifie ce choix comme suit :

« L'article 55.2 de la Directive (UE) 2015/849 énumère également les cas dans lesquels une CRF peut refuser de donner son accord à cette dissémination. L'article 55.2 de la Directive (UE) 2015/849, tel que modifié, limite les cas de refus afin assurer une coopération internationale plus efficace et ne reprend plus la possibilité de refuser son accord lorsque la dissémination de l'information serait manifestement disproportionnée par rapport aux intérêts légitimes d'une personne physique ou morale. Cette exception étant estimée trop vague n'a plus été retenue. Alors que l'exception à la dissémination lorsque celle-ci est contraire aux principes fondamentaux du droit national dudit État membre a bien été retenue au niveau européen, elle est tout aussi vague et différente d'un pays à l'autre et pourrait dès lors donner lieu à des abus. C'est la raison pour laquelle elle n'a pas été reprise dans l'article en projet. Par ailleurs, la CTIF n'a jamais invoqué cette

³² Les alinéas 2 et 3 du paragraphe 1^{er} en projet ont ainsi trait à l'alinéa 4 et devraient donc logiquement figurer à sa suite. Par ailleurs, l'alinéa 4 mentionne une interdiction « pour la durée de ce délai » sans que le texte en projet permette d'identifier le délai auquel il est fait référence.

exception dans sa pratique de dissémination d'informations dans le cadre d'une coopération internationale.

Comme nous pouvons le lire dans les commentaires sur l'article 125 dans l'Exposé des Motifs de la loi du 18 septembre 2017 (*Doc. parl.*, Chambre, 2017, Doc 54, 2566/1, p. 279) : 'Les cas dans lesquels la CTIF pourrait être amenée à refuser son autorisation sont en pratique très peu nombreux. La CTIF n'a ainsi aucun problème à accorder son autorisation en ce qui concerne par exemple des informations financières qu'elle a reçu/collecté auprès des déclarants et ce, dans la mesure bien évidemment où il est question de blanchiment au sens de la présente loi. Les seules limitations concernent donc en pratique des informations que la CTIF pourrait avoir collectées auprès de services tiers (police/justice, services de renseignements,...). Il pourrait par exemple en être ainsi lorsque les informations présentent des conditions d'utilisation particulières pouvant émaner directement du service/autorité d'où elles proviennent (classification par un service de renseignements, enquête judiciaire sous embargo, ...) ou qui sont difficilement utilisables sans mettre en danger un déclarant (ex. : des éléments d'information provenant d'un contact direct entre la personne visée et le déclarant)' ».

Cette explication ne convainc toutefois pas. Force est de constater que cette exception existe déjà dans la loi du 18 septembre 2017 et fait partie intégrante des règles à transposer. Le fait que la CTIF n'a actuellement encore jamais invoqué cette exception dans la pratique n'est pas pertinent. Par ailleurs, l'alinéa 3 du paragraphe 2 de l'article 125 en projet précise que le refus de transmission devra être motivé de manière « à prévenir tout abus ou toute restriction induite de la dissémination d'informations ».

Afin d'assurer une transposition complète de l'article 1^{er}, 35), de la 5^{ème} directive anti-blanchiment, il y a donc lieu de ne pas abroger les mots « ou serait, pour une autre raison, contraire aux principes fondamentaux du droit belge » qui figurent actuellement à l'article 125, § 2, alinéa 2, de la loi du 18 septembre 2017.

Article 134

Article 131/3 en projet de la loi du 18 septembre 2017

Tel qu'il est rédigé, le paragraphe 2 semble redondant par rapport au paragraphe 1^{er}. La disposition sera réexaminée.

Article 137

Article 131/5 en projet de la loi du 18 septembre 2017

À l'article 131/5, alinéa 1^{er}, en projet, il convient d'omettre les mots « conformément à l'article 48, paragraphe 1bis, de la Directive 2015/849 ».

Article 138

Article 132 en projet de la loi du 18 septembre 2017

1. Le paragraphe 1^{er} de l'article 132 en projet entend modifier les hypothèses de sanctions administratives. À cet égard, il est renvoyé à l'observation relative à l'article 93 de la loi du 18 septembre 2017, tel que modifié par l'article 88 de l'avant-projet, qui envisage des modifications similaires en matière d'injonctions. En effet, dès lors que le 1^o du paragraphe 1^{er} de l'article 132 en projet est élargi à « toutes les dispositions de la présente loi ou des arrêtés et règlements pris pour son exécution, des mesures d'exécution de la Directive 2015/849, du Règlement européen relatif aux transferts de fonds ou des devoirs de vigilance prévus par les dispositions contraignantes relatives aux embargos financiers », cette hypothèse est suffisamment large et recouvre déjà les hypothèses visées aux 2^o et 3^o. En tout état de cause, l'hypothèse visée au 3^o semble quant à elle recouper celle visée au 2^o, de sorte que le dispositif à l'examen doit être réexaminé à cet égard.

2. De l'accord de la déléguée du Ministre, au 2^o du paragraphe 1^{er} de l'article 132 en projet, il convient de remplacer les mots « en application de dispositions visées sous a) » par les mots « en application de dispositions visées au 1^o ».

Article 144 et annexe

L'avant-projet de loi ne comporte qu'une annexe. Dès lors il n'y a pas lieu de se référer à une annexe « I ». La disposition et l'intitulé de l'annexe seront revus en conséquence.

Article 145

Article VII.181 en projet du Code de droit économique

Il convient de préciser qu'il s'agit de l'article VII.181, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, « du Code de droit économique ».

Article 151

Article 6 en projet de la loi du 17 mars 2019

De l'accord de la déléguée du Ministre, l'alinéa 2 du paragraphe 2, en projet, de l'article 6 sera rédigé comme suit :

« L'alinéa 1^{er} ne s'applique pas aux personnes qui, en vertu de dispositions légales ou réglementaires ou des usages de la profession, exercent habituellement les activités visées dans le paragraphe 1^{er} et qui sont également soumises à la loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces ».

Article 152*Article 29 en projet de la loi du 17 mars 2019*

1. Le paragraphe 2, en projet, de l'article 29 peut prêter à confusion lorsqu'il édicte que « l'[I]nstitut tient dans un registre public une liste séparée des personnes visées à l'article 6, § 2 » : s'agit-il d'un autre registre public que celui visé au paragraphe 1^{er} (comme semble l'indiquer la formulation choisie) ou s'agit-il d'une liste séparée dans le registre public visé au paragraphe 1^{er} (comme semblent plutôt l'indiquer les autres dispositions de l'avant-projet) ? Cette ambiguïté sera levée³³ et le renvoi à cette liste sera uniformisé dans le dispositif en projet.

2. Par souci de précision, au paragraphe 2 de l'article 29 en projet, les mots « l'article 6, § 2, » seront complétés par les mots « alinéa 1^{er}, » et la première occurrence des mots « au paragraphe 1^{er} » sera remplacée par les mots « à l'article 6, § 1^{er}, ».

Article 153*Article 30 en projet de la loi du 17 mars 2019*

1. Au 2°, dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, en projet, il convient d'utiliser l'expression « liste séparée du registre public visée à l'article 29, § 2, », dès lors que cette terminologie est utilisée à l'article 6, §§ 2 et 3, en projet (article 151 de l'avant-projet). La même observation vaut pour l'article 154 et pour la version française de l'article 160 de l'avant-projet.

2. Tel que rédigé, l'alinéa 2 du paragraphe 2, en projet, de l'article 30 de la loi du 17 mars 2019 est déjà repris dans l'actuel article 32, alinéa 2, de la même loi. L'on suppose que l'auteur de l'avant-projet vise en réalité ici à habiliter le Roi à compléter la liste séparée du registre public visée à l'article 29, § 2, en projet. Si telle est l'intention de l'auteur de l'avant-projet, l'alinéa sera revu en ce sens.

3. Les alinéas 4 et 5 du paragraphe 2, en projet, de l'article 30 de la loi du 17 mars 2019 concernent la procédure de demande d'inscription sur la liste séparée du registre public. Par souci de lisibilité, il conviendrait de les insérer dans un article ou un paragraphe distinct. Par ailleurs, par souci de sécurité juridique, il conviendrait de compléter la procédure par l'indication notamment des délais de décision et des modalités d'introduction de la demande, ou d'habiliter le Roi à cet effet.

4. À l'alinéa 5 du paragraphe 2, en projet, de l'article 30 de la loi du 17 mars 2019, les mots « de l'Institut » seront insérés entre les mots « Le Conseil » et « peut exiger », conformément à l'article 2, 18°, de la loi du 17 mars 2019.

³³ S'il s'agit d'un autre registre public, il conviendra d'adapter également les articles 31, alinéa 1^{er}, 62, § 1^{er}, 3°, et 72, alinéa 1^{er}, 1°, de la loi du 17 mars 2019.

S'il s'agit au contraire du même registre public (dans lequel est insérée une liste séparée), il conviendra d'être attentif à la formulation des dispositions du chapitre 6 de la loi du 17 mars 2019 qui visent « toute personne inscrite au registre public ».

5. Il conviendrait de compléter l'avant-projet pour prévoir, à l'instar des articles 31, 33 et 34 de la loi du 17 mars 2019 pour les professionnels, les modalités de modification, de désinscription et de réinscription dans la liste séparée du registre public.

Article 154

Article 54 en projet de la loi du 17 mars 2019

De l'accord de la déléguée du Ministre, à l'alinéa 2 du paragraphe 2, en projet, de l'article 54 de la loi du 17 mars 2019, il convient d'écrire que la cotisation annuelle correspond à la cotisation des personnes « visées à l'article 6, § 1^{er} ».

Article 156

Article 72 en projet de la loi du 17 mars 2019

Les mots « de l'Institut » seront ajoutés entre les mots « Le Conseil » et le mot « exerce, » et les mots « de la loi du 17 mars 2019 concernant les professions d'expert-comptable et de conseiller fiscal » seront remplacés par les mots « de la présente loi ».

Article 159

Article 1:36 en projet du Code des sociétés et des associations

Il convient, dans la version française, de remplacer le mot « finaux » par le mot « effectifs ».

Article 160

L'article 1^{er}, 42), de la 5^{ème} directive anti-blanchiment prévoit que « [l]es États membres appliquent l'article 12, paragraphe 3, à partir du 10 juillet 2020 ».

Interrogée au sujet de la transposition de cette disposition, la déléguée du Ministre a précisé ce qui suit :

« Dès lors que l'option politique de l'article 1^{er}, 42), de la 5^{ème} directive a été tranchée en faveur de l'acceptation, sous certaines conditions, des cartes prépayées anonymes, il est en effet utile d'insérer un nouvel article 161 disposant que 'L'article 25, al 3 est applicable à partir du 10 juillet 2020' ».

De l'accord de la déléguée du Ministre, il convient donc de compléter l'avant-projet en ce sens afin d'assurer une transposition complète de la directive.

OBSERVATION FINALE

L'avant-projet fera l'objet d'une relecture attentive sur le plan de la légistique formelle, afin de notamment corriger les aspects suivants :

– dans la version française du texte, de nombreuses fautes d'orthographe subsistent ³⁴ ;

– dans plusieurs dispositions, la division en paragraphes ne se justifie pas, chacun d'entre eux ne comportant qu'un seul alinéa ³⁵.

*

³⁴ Voir à titre exemplatif, l'article 44, § 2, alinéa 2, 2°, en projet ; l'article 60, alinéa 1^{er}, 1°, b) en projet ; l'article 123, § 4, en projet ; et l'article 128 en projet.

³⁵ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 57.3. Voir notamment à titre exemplatif les articles 121, 121/1, 121/2, 131, 131/2 et 131/3 en projet.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,[‡] de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

STREKKING VAN HET VOORONTWERP

Het voorontwerp strekt ertoe richtlijn (EU) 2018/843 van het Europees Parlement en de Raad van 30 mei 2018 ‘tot wijziging van Richtlijn (EU) 2015/849 inzake de voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld of terrorismefinanciering, en tot wijziging van de Richtlijnen 2009/138/EG en 2013/36/EU’ (hierna: “de vijfde antiwitwasrichtlijn”) gedeeltelijk om te zetten in Belgisch recht.

De vijfde antiwitwasrichtlijn strekt ertoe de bestaande regeling tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld of terrorismefinanciering strenger te maken. Daartoe wijzigt de antiwitwasrichtlijn richtlijn (EU) 2015/849 van het Europees Parlement en de Raad van 20 mei 2015 ‘inzake de voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld of terrorismefinanciering, tot wijziging van Verordening (EU) nr. 648/2012 van het Europees Parlement en de Raad en tot intrekking van Richtlijn 2005/60/EG van het Europees Parlement en de Raad en Richtlijn 2006/70/EG van de Commissie’ (hierna: “de vierde antiwitwasrichtlijn” of “richtlijn 2015/849”).¹

Aldus voorziet het voorontwerp in de invoering van de volgende maatregelen om terrorismefinanciering tegen te gaan en om te zorgen voor een betere transparantie van de financiële transacties:

- extra nieuwe “onderworpen entiteiten” die de wettelijke verplichtingen inzake de bestrijding van witwaspraktijken en de financiering van het terrorisme moeten naleven (“WG/FT”);

- strengere regels met betrekking tot het gebruik van anonieme prepaidkaarten (de vrijstellingsdrempels voor de identificatie en de verificatie van de cliënten worden verlaagd van 250 naar 150 euro) en beperking van anonieme opname van contanten tot 50 in plaats van 100 euro;

- opstellen van een lijst van de exacte functies die als prominente publieke functies bestempeld kunnen worden;

[‡] Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

¹ De vierde antiwitwasrichtlijn is in het Belgische recht omgezet door de wet van 18 september 2017 ‘tot voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme en tot beperking van het gebruik van contanten’.

- verhoogde waakzaamheid ten aanzien van de cliënten door de mogelijkheid van identificatie en verificatie van cliënten op basis van elektronische identificatiemiddelen;
- wijzigingen inzake het centraal register van uiteindelijke begunstigden (het “UBO-register”) betreffende de toegang tot het register, de erin opgenomen informatie, de registratiecriteria, de bewaringstermijn en de melding van eventuele discrepanties;
- harmonisering van de strengere verplichtingen tot waakzaamheid wat betreft de zakelijke relaties met de landen die de Europese Commissie bestempeld heeft als landen met een hoog risico inzake het witwassen van geld en terrorismefinanciering;
- strengere regels inzake de uitwisseling van en de toegang tot informatie, onder meer via de toegang tot de kadastrale documentatie voor de toezichtsautoriteiten en de Cel voor Financiële Informatieverwerking (hierna: “de CFI”) en via de toegang door de CFI tot informatie over de identiteit van de houders van bankrekeningen en van betaalrekeningen evenals van kluizen;
- verbetering van de samenwerking tussen de bevoegde autoriteiten van de lidstaten.

VOORAFGAANDE OPMERKINGEN

1. Op 21 februari 2020 heeft de Gegevensbeschermingsautoriteit een omstandig advies uitgebracht over het voorliggende voorontwerp.²

Om te vermijden dat de Raad van State advies moet verlenen over een niet-definitieve tekst, verdient het aanbeveling een voorontwerp van wet slechts aan de Raad van State voor te leggen nadat het alle achtereenvolgende stadia van de administratieve voorbereiding heeft doorgemaakt. Nu dat niet is gebeurd, moet de afdeling Wetgeving erop wijzen dat, indien de voorgelegde tekst ten gevolge van het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit nog wijzigingen zou ondergaan, die los staan van de opmerkingen die in dit advies geformuleerd worden, de gewijzigde of toegevoegde bepalingen, ter inachtneming van het voorschrift van artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten ‘op de Raad van State’, alsnog aan de afdeling Wetgeving moeten worden voorgelegd.³

2. Het dossier dat aan de afdeling Wetgeving voorgelegd is, bevat een tabel van overeenstemming tussen de tekst van de vijfde antiwitwasrichtlijn en de tekst van het voorontwerp van wet. Hoewel die tabel zeer nuttig is, is ze echter ontoereikend. De memorie van toelichting moet aangevuld worden met een tabel waarin de overeenstemming in omgekeerde zin weergegeven wordt, zodat het Parlement zich met kennis van zaken kan uitspreken over de keuze van de middelen die de steller van het voorontwerp heeft aangewend om te zorgen voor de

² Advies 17/2020 van de Gegevensbeschermingsautoriteit d.d. 21 februari 2020.

³ Advies 58.729/AV, op 26 januari 2016 gegeven over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 27 april 2016 ‘inzake aanvullende maatregelen ter bestrijding van terrorisme’, *Parl.St.* Kamer 2015-16, nr. 54-1727/1, 89-135, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/58729.pdf>.

omzetting van de richtlijn in kwestie en om te voorkomen dat de uitoefening van het recht van amendement, vervat in artikel 76 van de Grondwet, de grenzen overschrijdt van de beoordelingsbevoegdheid die het Europees recht aan de lidstaten laat.⁴

ALGEMENE OPMERKINGEN

A. Het recht op eerbiediging van het privéleven

1. In overweging nr. 5 van de vijfde antiwitwasrichtlijn tot omzetting waarvan het voorontwerp strekt, staat het volgende:

“De doelstellingen van Richtlijn (EU) 2015/849 moeten worden nagestreefd en wijzigingen van die richtlijn moeten in overeenstemming zijn met de lopende activiteiten van de Unie op het gebied van de strijd tegen terrorisme en terrorismefinanciering; bij het aanbrengen van dergelijke wijzigingen moet evenwel het fundamentele recht op bescherming van persoonsgegevens in acht worden genomen en moet het evenredigheidsbeginsel worden nageleefd en toegepast.”⁵

2. Zoals de Gegevensbeschermingsautoriteit opmerkt in haar advies 17/2020 van 21 februari 2020⁶ en zoals blijkt uit de adviezen van de afdeling Wetgeving ter zake,⁷ moet de wetgever in dat opzicht, wanneer hij maatregelen neemt die het recht op eerbiediging van het privéleven beperken, de essentiële elementen vastleggen in verband met het vaststellen van de doeleinden van de verwerking, het aanwijzen van de verwerkingsverantwoordelijke, de wijze waarop de verwerkte persoonsgegevens verzameld worden, de betrokken categorieën van persoonsgegevens, de personen die daar toegang toe hebben en de maximumduur van de bewaring van de verwerkte gegevens.⁸

⁴ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbevelingen 191 tot 193.

⁵ Zie in dezelfde zin ook de overwegingen 21, 28, 34, 36, 38 en 51.

⁶ Punten 13 en 14 van het advies.

⁷ Advies 63.192/2, op 19 april 2018 gegeven over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 30 juli 2018 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens’, *Parl.St.* Kamer 2017-18, nr. 54-3126/1, 402-456, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/63192.pdf>; advies 63.202/2, op 28 april 2018 gegeven over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 5 september 2018 ‘tot oprichting van het informatieveiligheidscomité en tot wijziging van diverse wetten betreffende de uitvoering van verordening (EU) 2016/679 van 27 april 2016 van het Europees Parlement en de Raad betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van richtlijn 95/46/EG’, *Parl.St.* Kamer 2017-18, nr. 54-3185/1, 120-145, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/63202.pdf>; advies 64.879/4, op 4 februari 2019 gegeven over een voorontwerp dat geleid heeft tot het decreet van het Waals Gewest van 2 mei 2019 ‘tot wijziging van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid wat betreft de preventie en de bevordering van de gezondheid’, *Parl.St.* W.Parl. 2018-19, nr. 1332/1, 25-35, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/64879.pdf> en advies 66.830/2, op 13 januari 2020 gegeven over een ontwerp van koninklijk besluit ‘houdende de invoering van de Notariële Aktebank’, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/66830.pdf>.

⁸ Zie het voornoemde advies 64.879/4, opmerking 2 over artikel 3. Zie in dezelfde zin ook het voornoemde advies 63.202/2.

3. Naast die hierboven aangehaalde formele wettigheidsvereiste, legt artikel 22 van de Grondwet eveneens een vereiste van voorzienbaarheid en van proportionaliteit op waaraan de wet moet voldoen. De inmenging in het recht op eerbiediging van het privéleven moet in duidelijke en voldoende nauwkeurige bewoordingen worden geformuleerd die het mogelijk maken de hypothesen te voorzien waarin de wetgever een dergelijke inmenging toestaat. Elke inmenging in het recht op eerbiediging van het privéleven moet bovendien steunen op een redelijke verantwoording en evenredig zijn met de door de wetgever nagestreefde doelstellingen.⁹

4. Ten gevolge van de veranderingen op wetgevend en reglementair gebied wat betreft de bescherming van persoonsgegevens strekt het voorontwerp ertoe in de wet van 18 september 2017 een nieuw boek (het ontworpen boek II/1) in te voegen met betrekking tot de verwerking en de bescherming van persoonsgegevens.¹⁰

Dat nieuw boek omschrijft het doeleinde van de verwerking van persoonsgegevens bedoeld in de wet van 18 september 2017 als volgt:

“persoonsgegevens worden alleen verwerkt met het oog op het voorkomen van WG/FT en worden niet verder verwerkt op een manier die niet verenigbaar is met deze doelstellingen. De verwerking van persoonsgegevens op basis van deze wet voor andere doeleinden dan deze voorzien door deze wet, met name commerciële doeleinden, is verboden” (artikel 64, § 2, van de wet van 18 september 2017 zoals gewijzigd bij artikel 67, 3°, van het voorontwerp).

Hoewel het doeleinde van de verwerking aldus in de wet omschreven wordt, moet de steller van het voorontwerp er zich, in het bijzonder rekening houdend met de andere wetten die naast de wet van 18 september 2017 van toepassing kunnen zijn, ook van vergewissen dat hetzelfde geldt voor de andere hierboven opgesomde essentiële elementen, en dit voor iedere verwerking van persoonsgegevens waarin het voorontwerp voorziet, namelijk:

– voor de door de CFI verzamelde en verwerkte persoonsgegevens;

⁹ Zie inzonderheid de voornoemde adviezen 63.192/2 en 63.202/2.

¹⁰ En dit overeenkomstig de door de regering aangegane verbintenis toen de wet van 18 september 2017 aangenomen is: “De Regering neemt er kennis van dat de Commissie [voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer] er de aandacht op vestigt dat er recent nieuwe Europese regelgeving inzake de bescherming persoonsgegevens uitgevaardigd werd: Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming) en Richtlijn (EU) 2016/680 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens door bevoegde autoriteiten met het oog op de voorkoming, het onderzoek, de opsporing en de vervolging van strafbare feiten of de tenuitvoerlegging van straffen, en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Kaderbesluit 2008/977/JBZ van de Raad. De voornoemde verordening zal automatisch van toepassing zijn op 25 mei 2018. De voornoemde richtlijn moet door de Belgische wetgever omgezet worden tegen uiterlijk 6 mei 2018. De Commissie beveelt aan om nu reeds in dit ontwerp van wet te anticiperen op deze teksten. De Regering neemt akte van het advies en de aanbevelingen van de Commissie. Echter, gezien het feit dat de voornoemde richtlijn pas in 2018 zal zijn omgezet in de Belgische rechtsorde is het momenteel niet aangewezen het voorliggende ontwerp van wet op te stellen in functie van toekomstige bepalingen. Dit zou namelijk een voorafname zijn op het nog op te stellen ontwerp van wet ter omzetting van de voornoemde richtlijn alsook het opstellen van wettelijke bepalingen die zich conformeren naar een nog niet-bestaand rechtskader. De Regering zal bijgevolg de nodige aanpassingen doorvoeren aan dit ontwerp van wet wanneer de voornoemde richtlijn in het Belgisch recht wordt omgezet.”, *Parl.St.* Kamer 2016-17, nr. 54-2566/1, 19.

– voor de door de onderworpen entiteiten verzamelde en verwerkte persoonsgegevens;

– voor de door de toezichtsautoriteiten verzamelde en verwerkte persoonsgegevens.

Ter wille van de leesbaarheid moet de steller van het voorontwerp bovendien nagaan of in het nieuwe boek II/1 van het voorliggende voorontwerp niet de verschillende essentiële elementen samengebracht moeten worden van de regeling die van toepassing is op de verwerking van persoonsgegevens die in de wet van 18 september 2017 opgenomen moeten worden.¹¹

5. In dat opzicht dient ook de inachtneming van het legaliteitsbeginsel nader onderzocht te worden wat betreft het centraal register van uiteindelijke begunstigden (“het UBO-register”), aangezien de vijfde antiwitwasrichtlijn in belangrijke wijzigingen voorziet met betrekking tot dat register.¹²

Overeenkomstig de vierde antiwitwasrichtlijn is immers een centraal register van uiteindelijke begunstigden (het “UBO-register”) opgericht bij artikel 73 van de wet van 18 september 2017.

Over het doeleinde van de verwerking van de persoonsgegevens opgenomen in dat register staat in artikel 74, § 1, van de wet van 18 september 2017, zoals gewijzigd bij artikel 73 van het voorontwerp, het volgende:

“Het UBO-register heeft tot doel toereikende, accurate en actuele informatie ter beschikking te stellen over de uiteindelijke begunstigden bedoeld in artikel 4, 27°, a), van in België opgerichte vennootschappen, over de uiteindelijke begunstigden bedoeld in artikel 4, 27°, b), van fiducieën of trusts, over de uiteindelijke begunstigden bedoeld in artikel 4, 27°, c), van stichtingen en (internationale) verenigingen zonder winstoogmerk en over de uiteindelijke begunstigden bedoeld in artikel 4, 27°, d), van juridische constructies die vergelijkbaar zijn met fiducieën of trusts.”

Zoals de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer opgemerkt had in haar advies 24/2017 van 24 mei 2017 over het voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 18 september 2017, “[houdt dat] geen precieze finaliteitsafbakening [in]. Onder meer is hergebruik van de informatie voor andere doeleinden dan de preventie van WG/FT niet uitgesloten”. Er kan evenwel opgemerkt worden dat de algemene doelstelling van de verwerking van persoonsgegevens in het kader van de wet van 18 september 2017 verduidelijkt wordt in artikel 64, § 2, van de wet, zoals gewijzigd bij artikel 67 van het voorontwerp, dat als volgt luidt: “Persoonsgegevens worden op basis van deze wet alleen verwerkt met het oog op het voorkomen

¹¹ In de wet van 18 september 2017 en in het voorontwerp zijn hier en daar immers verscheidene bepalingen betreffende de verwerking van persoonsgegevens opgenomen. Bij wijze van voorbeeld kunnen onder meer worden vermeld: het ontworpen artikel 77/1 over de verwerking van persoonsgegevens verzameld door de CFI, de huidige artikelen 60 tot 62 voor de bewaring van persoonsgegevens verzameld door de onderworpen entiteiten, het huidige artikel 135, § 3, over de bewaringstermijnen van persoonsgegevens opgenomen in de publicatie van de opgelegde geldboetes.

¹² Zie artikel 1, 15), van de vijfde antiwitwasrichtlijn.

van WG/FT en worden niet verder verwerkt op een manier die niet verenigbaar is met deze doelstellingen.”

In paragraaf 2 van artikel 74 van de wet van 18 september 2017 wordt tevens de verwerkingsverantwoordelijke aangewezen, namelijk “[d]e in artikel 73 bedoelde dienst van de Administratie van de Thesaurie”.

Dat geldt echter niet wanneer het erom gaat aan te geven welke gegevens verwerkt kunnen worden,¹³ welke personen er toegang toe hebben, hoe de gegevens worden verzameld en hoe lang ze worden bewaard. Artikel 75 van de wet van 18 september 2017 volstaat er namelijk mee in dat verband een machtiging aan de Koning te verlenen, waarvan de Koning gebruikgemaakt heeft door het koninklijk besluit van 30 juli 2018 ‘betreffende de werkingsmodaliteiten van het UBO-register’, uit te vaardigen.

Om het legaliteitsbeginsel dat ter zake geldt, beter na te leven, verdient het aanbeveling het dispositief van de wet van 18 september 2017 aan te vullen met de nog ontbrekende essentiële elementen betreffende het UBO-register die hierboven zijn vermeld. Dat zal bovendien de rechtszekerheid ten goede komen.¹⁴

Ook moeten in het voorontwerp de wijzigingen betreffende die essentiële elementen worden ingevoegd die voortvloeien uit de omzetting van niet alleen de vierde¹⁵ maar ook de vijfde antiwitwasrichtlijn.¹⁶ In dat verband vermeldt de concordantietabel die in het dossier zit dat aan de afdeling Wetgeving is overgezonden, dat momenteel een ontwerp van koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 juli 2018 wordt voorbereid. Zoals hierboven is uiteengezet, moet er echter op worden toegezien dat dat ontwerp geen wijzigingen van de essentiële elementen bevat, die in de wet zelf moeten staan.

6. De conclusie is dat de steller van het voorontwerp verzocht wordt de voorliggende tekst grondig na te lezen zodat hij er zeker van is dat elke verwerking van persoonsgegevens waarin wordt voorzien het legaliteitsbeginsel en de principes inzake voorzienbaarheid en evenredigheid, die ter zake gelden, wel in acht neemt.

¹³ Artikel 74, § 1, van de wet van 18 september 2017 heeft het in het algemeen over “toereikende, accurate en actuele informatie (...) over de uiteindelijke begunstigten”.

¹⁴ De Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer had in haar advies 24/2017 van 24 mei 2017 ook aanbevolen “om de essentiële elementen betreffende het UBO-register (...) afdoende duidelijk te regelen in het voorontwerp”.

¹⁵ Zie de mededelingen uitgewisseld tussen België en de Europese Commissie ingevolge het gemotiveerd advies 2017/0516, en meer bepaald het document “Belgium: input on questions raised by the EU COM 15/11/2019” (pp. 1, 6 en 7).

¹⁶ Zie artikel 1, 15), c), d), e), f) en g), en artikel 1, 16), van de vijfde antiwitwasrichtlijn.

B. Vrijheid van vestiging

1. Artikel 32 van het voorontwerp voorziet voor de volgende beroepen in een verplichting tot inschrijving:

– een verplichte inschrijving van de niet-erkende consulenten/verleners van belastingdiensten op de aparte lijst in het openbaar register bedoeld in het ontworpen artikel 29, § 2, van de wet van 17 maart 2019 ‘betreffende de beroepen van accountant en belastingadviseur’;

– een verplichte inschrijving van de aanbieders van diensten voor het wisselen tussen virtuele valuta en fiduciaire valuta, en van aanbieders van bewaarportemonnees, bij de FSMA;

– een verplichte inschrijving van de kunsthandelaars bij de FOD Economie, KMO, Middenstand en Energie.

2. De vraag rijst of die verplichte inschrijvingen verenigbaar zijn met de vrijheid van vestiging, die in het bijzonder wordt gewaarborgd bij artikel 49 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie en die wordt geregeld bij boek III van het Wetboek van economisch recht.

Zo bepaalt artikel III.13, § 1, 3°, van dat Wetboek dat de uitoefening van een dienstenactiviteit niet afhankelijk mag worden gemaakt van de naleving van eisen die niet van aard zijn om het nagestreefde doel te verwezenlijken en die verder gaan dan wat nodig is om dat doel te bereiken. Als een belemmering van de vrijheid van vestiging al toelaatbaar is, dan mag ze niet onevenredig zijn.

3. In dit geval wordt de verplichting tot inschrijving van de hierboven vermelde beroepen gerechtvaardigd door de doelstelling het witwassen van geld en de financiering van terrorisme tegen te gaan. Het Grondwettelijk Hof heeft het volgende geoordeeld: “De bestrijding van het witwassen van geld en van de financiering van terrorisme, die een onmiskenbare invloed uitoefenen op de groei van de georganiseerde misdaad, die een bijzondere bedreiging voor de samenleving vormt, is een gewettigde doelstelling van algemeen belang”.¹⁷

4. Zoals blijkt uit de uitleg in de memorie van toelichting, is die maatregel bovendien evenredig met het nagestreefde doel. Het gaat erom dat de toezichtautoriteit haar bevoegdheden inzake toezicht en sanctionering van duidelijk omschreven personen kan uitoefenen. Voorts gaat het erom dat de CFI kan weten of ze op rechtsgeldige wijze is geadieerd wanneer ze van die beroepsbeoefenaars met toepassing van artikel 47 van de wet van 18 september 2017 een melding van vermoeden ontvangt.

Ten slotte dient te worden opgemerkt dat die verplichting voor de aanbieders van diensten voor het wisselen tussen virtuele valuta en fiduciaire valuta en voor de aanbieders van bewaarportemonnees voortvloeit uit artikel 1, lid 29, van de vijfde antwitwasrichtlijn.

¹⁷ GwH 23 januari 2008, nr. 10/2008, overweging B.8.

5. Uit het voorgaande volgt dat die belemmeringen van de vrijheid van vestiging aanvaardbaar zijn, gelet op het nagestreefde doel, en dat ze evenredig zijn.

C. Vrijheid van ondernemen

1. Het ontworpen artikel 67, § 4, (artikel 69 van het voorontwerp) strekt ertoe de dienst van de poststortingen aan consumenten te beperken tot maximaal 3.000 euro.

2. De vraag rijst of het feit dat beroepsbeoefenaars aldus worden uitgesloten van het gebruik van de dienst van de poststortingen, wel verenigbaar is met de vrijheid van ondernemen.

3. In dat verband heeft het Grondwettelijk Hof in zijn arrest 141/2019 van 17 oktober 2019 het volgende opgemerkt:

“B.10.2. De vrijheid van ondernemen, bedoeld in artikel II.3 van het Wetboek van economisch recht, moet worden uitgeoefend « met inachtneming van de in België van kracht zijnde internationale verdragen, van het algemeen normatief kader van de economische unie en de monetaire eenheid zoals vastgesteld door of krachtens de internationale verdragen en de wet » (artikel II.4 van hetzelfde Wetboek).

De vrijheid van ondernemen dient derhalve in samenhang te worden gelezen met de toepasselijke bepalingen van het Europese Unierecht, alsook met artikel 6, § 1, VI, derde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, waaraan, als bevoegdheidverdelende regel, het Hof rechtstreeks vermag te toetsen.

Ten slotte wordt de vrijheid van ondernemen eveneens gewaarborgd door artikel 16 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie.

B.10.3. Het Hof dient de bestreden bepaling derhalve te toetsen aan de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met de vrijheid van ondernemen.

B.11. De vrijheid van ondernemen kan niet als een absolute vrijheid worden opgevat. Zij belet niet dat de bevoegde wetgever de economische bedrijvigheid van personen en ondernemingen regelt. De wetgever zou pas onredelijk optreden indien hij de vrijheid van ondernemen zou beperken zonder dat daartoe enige noodzaak bestaat of indien die beperking onevenredig zou zijn met het nagestreefde doel.”

4. Het verbod voor beroepsbeoefenaars om van poststortingen gebruik te maken, wordt in dit geval gerechtvaardigd door de doelstelling het witwassen van geld en de financiering van terrorisme tegen te gaan. Het Grondwettelijk Hof heeft het volgende geoordeeld: “De bestrijding van het witwassen van geld en van de financiering van terrorisme, die een onmiskenbare invloed uitoefenen op de groei van de georganiseerde misdaad, die een bijzondere bedreiging voor de samenleving vormt, is een gewettigde doelstelling van algemeen belang”.¹⁸

5. Er dient te worden opgemerkt dat de aantasting van de vrijheid van ondernemen die uit dat verbod voortvloeit, door de voornoemde doelstelling redelijkerwijze wordt gerechtvaardigd.

¹⁸ GwH 23 januari 2008, nr. 10/2008, overweging B.8.

In de bespreking van het artikel wordt immers uitdrukkelijk het volgende gesteld: “Er werd immers vastgesteld dat ondanks het verbod op betalingen in contanten voor meer dan 3.000 euro in het kader van een verrichting of een geheel van verrichtingen waartussen een verband lijkt te bestaan, dat diverse malafide (rechts)personen dit verbod omzeilen door misbruik te maken van het systeem van de poststortingen”.¹⁹

Het Grondwettelijk Hof heeft het volgende geoordeeld:²⁰

“B.5.1. Wanneer de wetgever vaststelt dat een economische sector of een bepaalde commerciële markt in het bijzonder wordt blootgesteld aan het risico van frauduleuze verrichtingen of dat die regelmatig wordt gebruikt om de opbrengst van onwettige activiteiten te verhelen, staat het aan hem de maatregelen te nemen die nodig zijn om die fenomenen te bestrijden”.

Dat beroepsbeoefenaars verboden wordt gebruik te maken van poststortingen, heeft ten slotte voor hen geen buitenmatige gevolgen. Volgens de bespreking van het artikel mag men “er [immers] redelijkerwijze vanuit gaan dat alle personen die niet consument zijn (bvb. rechtspersonen, zelfstandigen, vrije beroepen, ...), over een bankrekening beschikken die hen in staat stelt om hun financiële verplichtingen na te komen”.²¹

BIJZONDERE OPMERKINGEN

DISPOSITIEF

Artikel 3

Ontworpen artikel 35 van de wet van 22 februari 1998 ‘tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België’

1. Aangezien parlementaire onderzoeken verschillen van gerechtelijke strafonderzoeken, moeten in de bepaling onder 1° de woorden “met inbegrip van”, die deel uitmaken van de tekst die in artikel 35, § 1, eerste lid, van de wet van 22 februari 1998 zou worden ingevoegd, worden vervangen door de woorden “en uitgezonderd”.

2. De bestaande of ontworpen artikelen 35 tot 35/3 hebben betrekking op het beroepsgeheim dat de personen die in die bepalingen worden bedoeld, moeten naleven. Die bepalingen worden ingevoegd in hoofdstuk IV met als opschrift “Financiële bepalingen en herziening van de statuten”. Gelet op de inhoud van dat hoofdstuk horen die ontworpen artikelen daar dus niet thuis. Overigens bevinden dan weer andere bepalingen betreffende het beroepsgeheim zich in het volgende hoofdstuk van de wet (hoofdstuk IV/1 – nieuwe afdeling 3ter, ingevoegd bij artikel 9 van het voorontwerp, en afdeling 4, waarvan het opschrift bij artikel 11 van het voorontwerp wordt vervangen). Met het oog op de leesbaarheid van de tekst zou het beter zijn alle bepalingen betreffende het beroepsgeheim te hergroeperen.

¹⁹ Zie memorie van toelichting, 103.

²⁰ GWH 17 oktober 2019, nr. 141/2019.

²¹ Zie memorie van toelichting, 103.

Artikel 10

Ontworpen artikel 36/12/4 van de wet van 22 februari 1998

De bespreking van het artikel zou ook melding moeten maken van de bepalingen die het “buitengerechtelijk mechanisme voor de behandeling van klachten van beleggers” regelen.

Artikel 13

Ontworpen artikel 36/13 van de wet van 22 februari 1998

Krachtens punt 1° van paragraaf 1 van het ontworpen artikel 36/13 mag de Bank vertrouwelijke informatie meedelen “aan de Belgische toezichtautoriteiten bedoeld in artikel 85 van de wet van 18 september 2017”.

Onder de toezichtautoriteiten bedoeld in artikel 85 van de wet van 18 september 2017 (zoals door het voorontwerp gewijzigd) worden de FSMA, de FOD Economie, KMO, Middenstand en Energie alsook de Algemene Administratie van de Thesaurie vermeld.

De steller van het voorontwerp moet dan ook nagaan of het opportuun is dat die autoriteiten ook in de punten 3°, 4° en 7°, van het ontworpen artikel 36/13, § 1, worden vermeld.

Artikel 23

Ontworpen artikel 4 van de wet van 2 augustus 2002 ‘betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten’

In het ontworpen punt 16° moet de wet van 18 september 2017 met haar volledige opschrift worden vermeld.

Artikel 31

Ontworpen artikel 4 van de wet van 18 september 2017

1. In de bepaling onder e) (lees: 5°)²² dient nader te worden bepaald dat de wijziging wordt ingevoegd in de bepaling onder 23°, z), bb).
2. Met het oog op de volledige omzetting van artikel 1, 2), b), van de vijfde antiwitwasrichtlijn moeten, zoals de gemachtigde van de minister heeft beaamd, in het ontworpen artikel 4, 27°, tweede lid, b), de woorden “oprichter” en “protector” respectievelijk worden vervangen door de woorden “oprichter(s)” en “protector(s)”.
3. Het ontworpen artikel 4, 35°, geeft de definitie van het begrip “elektronisch geld”.

²² *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 58, b).*

Naar aanleiding van een vraag over de omzetting van de uitzondering waarin artikel 1, 2), c), van de vijfde antiwitwasrichtlijn voorziet,²³ heeft de gemachtigde van de minister het volgende gesteld:

“L'article 1^{er}, 2), c) de la 5^{ème} directive définit 'la monnaie électronique' comme la monnaie électronique au sens de l'article 2, point 2), de la directive 2009/110/CE, à l'exclusion de la valeur monétaire visée à l'article 1^{er}, paragraphes 4 et 5, de ladite directive'. Cette exclusion est en réalité inutile puisque la valeur monétaire émise dans les conditions visées aux paragraphes 4 et 5 (c'est-à-dire dans le cadre d'un réseau limité ou dans le cadre de l'exception applicable aux fournisseurs de réseaux ou de services de communications électroniques) n'est pas soumise aux règles de la Directive relative à la monnaie électronique (les émetteurs l'émettant ne sont en effet soumis à aucun statut). Si cela s'avère nécessaire toutefois, la définition pourrait, dans un but de clarification, être modifiée comme suit : 'la monnaie électronique' au sens de l'article 2, 77°, de la loi du 11 mars 2018, à l'exclusion de la valeur monétaire émise conformément aux articles 164 et 165 de ladite loi”.

Ter wille van de rechtszekerheid moet de definitie die gegeven wordt in het ontworpen artikel 4, 35°, in die zin aangevuld worden.

Artikel 32

Ontworpen artikel 5 van de wet van 18 september 2017

1. In de bepaling onder 14°/1 en 14°/2 van paragraaf 1 van het ontworpen artikel 5, dienen de woorden “en die worden gevisieerd door het besluit genomen ter uitvoering van het tweede lid van deze paragraaf” vervangen te worden door de woorden “die overeenkomstig het tweede lid ingeschreven zijn bij de FSMA”.

In de bepaling onder 31°/1 en 31°/2 van paragraaf 1 van het ontworpen artikel 5 dienen de woorden “en bedoeld in het koninklijk besluit genomen krachtens het vijfde lid van deze paragraaf” vervangen te worden door de woorden “die overeenkomstig het zesde lid ingeschreven zijn bij de Federale Overheidsdienst Economie, KMO, Middenstand en Energie”.

2. Wat de inschrijving betreft van de personen zoals bedoeld in de bepaling onder 31°/1 en 31°/2 van paragraaf 1 van het ontworpen artikel 5, wordt in tegenstelling tot wat het geval is voor de aanbieders van diensten voor het wisselen tussen virtuele valuta en fiduciaire valuta en voor de aanbieders van bewaarportemonnees, de Koning niet gemachtigd te bepalen dat de inschrijving geweigerd, herroepen of geschorst wordt als die personen niet voldoen aan de vooropgestelde voorwaarden. De steller van het voorontwerp moet uitmaken of het opportuun is de tekst van het ontworpen artikel 5, § 1, in die zin aan te vullen.

3. In het ontworpen artikel 5, § 1, zesde lid, dienen de woorden “genomen op advies van de Federale Overheidsdienst Economie, KMO, Middenstand en Energie” weggelaten te worden. De wetgever mag zich immers niet bemoeien met de werking van de uitvoerende macht door de Koning ertoe te verplichten de administratie te raadplegen alvorens een regelgeving uit te

²³ “met uitsluiting van monetaire waarde als bedoeld in artikel 1, leden 4 en 5, van die richtlijn”.

vaardigen. De omstandigheid dat die administratie bij wet aangewezen is als toezichtautoriteit voor bepaalde onderworpen entiteiten, is in deze van geen belang.

4. In het ontworpen artikel 5, § 1, zevende lid, 3°, c), schrijve men *in fine* “wegens overtreding van deze wet en van de uitvoeringsbesluiten ervan”.

Artikel 39

Ontworpen Artikel 29 van de wet van 18 september 2017

In punt a) [lees: 1°], dient gepreciseerd te worden dat de wijziging ingevoegd wordt “in de bepaling onder 2°, b), tweede lid, iii)”.

Artikel 44

Ontworpen artikel 29 van de wet van 18 september 2017

Ter wille van de leesbaarheid van de ontworpen bepaling dienen in de bepaling onder 2° de woorden “een bewijs van die registratie” vervangen te worden door de woorden “een bewijs van de registratie van de informatie zoals bedoeld in artikel 74, § 1, in het centraal register van de uiteindelijke begunstigden”.

Artikel 51

Ontworpen artikel 38 van de wet van 18 september 2017

Het ontworpen artikel 38 strekt tot omzetting van artikel 1, 11), van de vijfde antiwitwasrichtlijn, dat strekt tot invoeging van een nieuw artikel 18*bis* in richtlijn 2015/849.

Op de vraag naar de omzetting van paragraaf 4 van het voornoemd nieuw artikel 18*bis* heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“L'article 1^{er}, 11) de la directive AMLD 5 est transposé à l'article 51 de l'avant-projet de loi, remplaçant l'article 38 de la loi du 18 septembre 2017.

En ce qui concerne plus précisément l'article 18*bis*, § 4, les évaluations et rapports des organisations internationales et des instances normatives compétentes sont déjà pris en considération dans la définition des pays tiers à haut risque (cf. art. 4, 9° de la loi du 18 septembre 2017). Cependant, si le Conseil d'État devait l'estimer nécessaire, l'habilitation royale de l'article 38, § 2, alinéa 1^{er} de la loi du 18 septembre 2017 pourrait être complétée par les mots suivants : ‘Sans préjudice des articles 14 et 54, le Roi peut, par arrêté délibéré en conseil des ministres, pris sur avis des autorités de contrôle des entités assujetties concernées, et tenant compte, le cas échéant, des rapports et évaluations établis en la matière par le Groupe d'action financière, le Comité ministériel de coordination de la lutte contre le blanchiment de capitaux d'origine illicite et le Conseil National de Sécurité, (...)’”.

Om ervoor te zorgen dat de vijfde antiwitwasrichtlijn correct omgezet wordt, moet het ontworpen artikel 38, § 2, eerste lid, in die zin aangevuld worden.

Artikel 56

Ontworpen artikel 45 van de wet van 18 september 2017

In de ontworpen paragraaf 1, eerste lid, 3°, zijn de woorden “en/of” nutteloos en scheppen ze zelfs rechtsonzekerheid aangezien in de ontworpen bepaling gesteld wordt dat het volstaat dat aan één van de opgesomde voorwaarden voldaan wordt.

Die woorden moeten weggelaten worden.

Artikel 58

Ontworpen artikel 52 van de wet van 18 september 2017

Het Grondwettelijk Hof heeft in arrest nr. 10/2008 van 23 januari 2008 het volgende geoordeeld:

“B.14.2. Het optreden van de stafhouder bij het meedelen van gegevens door de advocaten aan de Cel voor financiële informatieverwerking is een wezenlijke waarborg, zowel voor de advocaten als voor hun cliënten, die de zekerheid biedt dat alleen in de gevallen waarin de wet op strikte wijze voorziet, het beroepsgeheim zal worden geschonden. De rol van de stafhouder bestaat erin na te gaan of wel degelijk is voldaan aan de wettelijke toepassingsvoorwaarden van de meldingsplicht en indien hij vaststelt dat zulks niet het geval is, moet hij ervan afzien de aan hem meegedeelde informatie door te geven. De richtlijn heeft voorzien in het optreden van een zelfregulerend beroepsorgaan ‘met het oog op de eerbiediging van de geheimhoudingsplicht van [de advocaten] jegens hun cliënten’ (richtlijn 2001/97/EG, overweging 20). Het optreden van de stafhouder is opgevat als ‘een filter’ tussen de advocaten en de gerechtelijke overheden ‘om elke inbreuk op de fundamentele rechten van verdediging te vermijden’ (*Parl. St.*, Kamer, 2003-2004, DOC 51-0383/001, p. 17).”

Dus alleen als de stafhouder vastgesteld heeft dat aan de wettelijke voorwaarden voldaan is, is hij geacht de informatie “onmiddellijk en ongefilterd” door te geven aan de CFI. De beoogde wijziging van artikel 52, tweede lid, van de wet van 18 september 2017 kan aldus alleen zo begrepen worden dat daarbij de functie van “filter” van de stafhouder intact gelaten wordt, zoals dat volgt uit de woorden “In voorkomend geval” in dat artikel.

Artikel 63

Ontworpen artikel 60 van de wet van 18 september 2017

1. In verband met de bewaringstermijn van 10 jaar die vastgelegd wordt in het ontworpen artikel 60 voor de informatie zoals bedoeld in de bepaling onder 1° van dat artikel, heeft de afdeling Wetgeving eerder al opgemerkt wat volgt:²⁴

“Het feit dat in de wet op algemene wijze wordt bepaald dat de documenten en informatie tien jaar moeten worden bewaard, terwijl in artikel 40, lid 1, eerste alinea, van de richtlijn die termijn beperkt wordt tot vijf jaar, lijkt niet in overeenstemming te zijn met de vereisten waarin de volgende alinea voorziet om die termijn tot tien jaar te verlengen:

²⁴ Voornoemd advies 61.295/2.

‘nadat [de lidstaten] de noodzaak tot en de evenredigheid van zulke verdere bewaring grondig hebben onderzocht en oordelen dat verdere bewaring gerechtvaardigd is omdat zulks noodzakelijk is met het oog op het voorkomen, opsporen en onderzoeken van witwassen of terrorismefinanciering’.

De zin die daaraan voorafgaat, houdt weliswaar de mogelijkheid open dat ‘dit anders is geregeld bij het nationaal recht, dat bepaalt onder welke omstandigheden meldingsplichtige entiteiten gegevens langer mogen of moeten bijhouden’, maar de voorwaarden die de richtlijn aldus in deze bewoordingen oplegt, houden in dat in de wet enkel de omstandigheden kunnen worden vastgesteld die de verlenging tot meer dan vijf jaar noodzakelijk of mogelijk maken, en sluiten dus uit dat daarin meteen voor alle gevallen bepaald wordt dat de bewaringstermijn tien jaar bedraagt.”²⁵

Deze opmerking dient opnieuw opgenomen te worden.

2. De bepaling onder 1°/1 van het ontworpen artikel 60 dient aangevuld te worden met de opgave van de bewaringstermijn van de beoogde documenten, met naleving van artikel 40 van richtlijn 2015/849.

Artikel 67

Ontworpen artikel 64 van de wet van 18 september 2017

Het ontworpen artikel 64, § 1, eerste lid, en § 1/1, eerste lid, bepaalt dat de verwerking van persoonsgegevens krachtens deze wet onderworpen is:

– aan de bepalingen van deze wet en

– aan de bepalingen van Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)’ (hierna: “de AVG”) voor de verwerking uitgevoerd door de onderworpen entiteiten en door de toezichthoudende autoriteiten of

– aan de bepalingen van titel 2 van de wet van 30 juli 2018 wat de verwerking betreft uitgevoerd door de CFI.

De verwerking van persoonsgegevens krachtens de wet van 18 september 2017 moet immers noodzakelijkerwijs gebeuren met naleving van de wet van 30 juli 2018 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens’ en van de AVG, rekening houdend met de respectieve toepassingsgebieden van die regelgevingen.²⁶ Het is overigens overbodig te bepalen dat de verwerking van persoonsgegevens onderworpen is aan de bepalingen van deze wet.

²⁵ Voetnoot 3 van het geciteerde advies: Zie in die zin overweging 44 in de aanhef van de richtlijn.

²⁶ Advies 65.357/4, op 6 maart 2019 verstrekt over een ontwerp dat geleid heeft tot het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 3 april 2019 ‘tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2014 tot vaststelling van de regelgeving van de thuisopvangdiensten voor zieke kinderen’, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/65357.pdf>.

Dergelijke preciseringen, die reeds in de bespreking van het artikel staan, horen niet thuis in het dispositief en moeten bijgevolg weggelaten worden.

Artikel 68

Ontworpen artikel 65 van de wet van 18 september 2017

Het ontworpen artikel 65 strekt tot de volledige omzetting van artikel 41, § 4, van richtlijn 2015/849, naar aanleiding van de opmerking die de Europese Commissie heeft geformuleerd in haar gemotiveerd advies nr. 2017/0516 van 24 januari 2019.

Het ontworpen artikel 65 strekt er aldus toe artikel 23 van de AVG ten uitvoer te leggen, welk artikel de lidstaten ertoe machtigt de reikwijdte van de rechten en de verplichtingen van de betrokken personen te beperken wanneer zulks noodzakelijk blijkt om één van de in lid 1 van artikel 23 opgesomde doelstellingen te waarborgen.

Die bepaling van het voorontwerp strekt er in wezen toe de hiernavolgende rechten te beperken voor de personen op wie de verwerking van persoonsgegevens van toepassing is krachtens de wet van 18 september 2017: het recht op toegang en rectificatie van de gegevens, het recht op vergetelheid, het recht op gegevensoverdraagbaarheid van deze gegevens, het recht om bezwaren aan te voeren, het recht om niet geprofileerd te worden, noch in kennis gesteld te worden van de veiligheidsgebreken.

In dat verband heeft de afdeling Wetgeving eerder al opgemerkt wat volgt:²⁷

“1.2. Artikel 23, lid 1, van de AVG maakt het weliswaar mogelijk dat de reikwijdte van de rechten vastgelegd in de artikelen 5, 12 tot 22 en 34 van de AVG wordt beperkt, maar schrijft ook voor dat de lidstaat daartoe het bewijs levert van een gerechtvaardigd doel en dat ‘die beperking de wezenlijke inhoud van de grondrechten en fundamentele vrijheden onverlet laat en in een democratische samenleving een noodzakelijke en evenredige maatregel is’. Die bepaling moet trouwens strikt worden geïnterpreteerd aangezien ze een afwijkende bepaling is.

Overheidsinmenging in het recht op eerbiediging van het privéleven dient niet alleen op een voldoende precieze wettelijke bepaling maar ook op een redelijke verantwoording te steunen, en evenredig te zijn met de doelstellingen die de wetgever nastreeft. De wetgever beschikt ter zake over een appreciatiemarge. Die appreciatiemarge is evenwel niet onbegrensd: opdat een wettelijke regeling verenigbaar is met het recht op eerbiediging van het privéleven, is vereist dat de wetgever een billijk evenwicht heeft gevonden tussen alle rechten en belangen die in het geding zijn. De uitoefening van de rechten waarin de artikelen 5, 12 tot 22 en 34 van de AVG voorzien, draagt bij tot een dergelijk evenwicht. [...]”²⁸

²⁷ Advies 63.470/2-4, op 7 juni 2018 verstrekt over een voorontwerp dat ontstaan gegeven heeft aan de wet van 30 juli 2018 ‘houdende diverse financiële bepalingen’, *Parl.St.* Kamer, 2017-18, nr. 54-3172/1, 356 tot 366, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/63470.pdf>.

²⁸ Zie in dezelfde zin het voornoemde advies 63.202/2, algemene opmerking A, nr. 2.4, en de opmerking bij de artikelen 82 en 83 van dit voorontwerp; zie eveneens het voornoemde advies 63.192/2, algemene opmerking A, nr. 2.4, en de opmerking bij de artikelen 10 en 11 van dit voorontwerp.

Bovendien bepaalt artikel 23, lid 2, van de AVG dat elke wetgevende maatregel zoals bedoel in lid 1 van hetzelfde artikel “specifieke bepalingen [bevat] met betrekking tot, in voorkomend geval, ten minste:

- a) de doeleinden van de verwerking of van de categorieën van verwerking;
- b) de categorieën van persoonsgegevens;
- c) het toepassingsgebied van de ingevoerde beperkingen;
- d) de waarborgen ter voorkoming van misbruik of onrechtmatige toegang of doorgifte,
- e) de specificatie van de verwerkingsverantwoordelijke of de categorieën van verwerkingsverantwoordelijken,
- f) de opslagperiodes en de toepasselijke waarborgen, rekening houdend met de aard, de omvang en de doeleinden van de verwerking of van de categorieën van verwerking,
- g) de risico's voor de rechten en vrijheden van de betrokkenen, en
- h) het recht van betrokkenen om van de beperking op de hoogte te worden gesteld, tenzij dit afbreuk kan doen aan het doel van de beperking.”

In het onderhavige geval heeft de Gegevensbeschermingsautoriteit met betrekking tot het nagestreefde doel het volgende opgemerkt:

“Uit de Memorie van Toelichting bij artikel 68 van het voorontwerp en artikel 64 van de antiwitwaswet (zoals gewijzigd door artikel 67 van het voorontwerp), kan worden afgeleid dat de beperking van de rechten van betrokkenen wordt gestoeld op artikel 23.1.d) van de AVG (‘de voorkoming, het onderzoek, de opsporing en de vervolging van strafbare feiten of de tenuitvoerlegging van straffen, met inbegrip van de bescherming tegen en de voorkoming van gevaren voor de openbare veiligheid’). Zulks dient in het betreffende artikel van het voorontwerp zelf uitdrukkelijk gepreciseerd.”²⁹

Daarenboven komt de Gegevensbeschermingsautoriteit tot de volgende vaststelling:

“Deze uiterst ruim geformuleerde algemene uitzondering op alle rechten van betrokkenen in hoofde van alle onderworpen entiteiten en toezichthouders en kennelijk met betrekking tot alle door deze instanties verwerkte persoonsgegevens, komt geenszins tegemoet aan de minimale specifieke bepalingen die artikel 23.2 AVG vereist en biedt amper enige meerwaarde ter garantie van het behoud van de wezenlijke inhoud van de grondrechten en fundamentele vrijheden in een democratische samenleving (zo is er bv. geen enkele indicatie van de toepassing in de tijd van deze beperkingen, noch enige afbakening van de categorieën van persoonsgegevens die hiervan het voorwerp zullen uitmaken, ...).”³⁰

²⁹ Advies nr. 17/2020 van de Gegevensbeschermingsautoriteit van 21 februari 2020.

³⁰ *Ibidem*.

Bijgevolg dient het ontworpen artikel te worden herschreven en moeten inzonderheid de bedoelde persoonsgegevens en de duur van de uitsluiting van de rechten worden vermeld teneinde ervoor te zorgen dat de beperkingen die worden gesteld aan de rechten van de betrokkenen niet méér worden ingeperkt dan wat strikt noodzakelijk is voor de realisatie van het nagestreefde gerechtvaardigde doel.³¹

Artikel 69

Ontworpen artikel 67 van de wet van 18 september 2017

1. De ontworpen paragraaf 2, tweede lid, 2°, b) verplicht de koper ertoe “de consument te identificeren, zijn identiteit te verifiëren en zijn gegevens en het bewijs van de verificatie te bewaren, overeenkomstig de door de Koning bepaalde modaliteiten”. Aangezien het gaat om een verwerking van persoonsgegevens, wordt verwezen naar algemene opmerking A over de inachtneming van het legaliteitsbeginsel.

2. In de ontworpen paragraaf 2, tweede lid, 2°, b), tweede zin, moeten de woorden “Indien in dat laatste geval de koper de betaling geheel of gedeeltelijk in contanten aanvaardt” worden vervangen door de woorden “Indien in dat laatste geval de koper ermee instemt de betaling geheel of gedeeltelijk in contanten te verrichten”.

Artikel 76

Ontworpen artikel 77/1 van de wet van 18 september 2017

Het nieuw ontworpen artikel 77/1 luidt als volgt: “De CFI is de verantwoordelijke voor de verwerking van de persoonsgegevens die zij verzamelt krachtens deze wet voor de doeleinden vermeld in artikel 76”.

Wat het recht op de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en het daaraan verbonden legaliteitsbeginsel betreft, wordt verwezen naar algemene opmerking A.

³¹ Zie in die zin advies 64.536/1-3, gegeven op 18 december 2018 over een voorontwerp dat heeft geleid tot het wetsontwerp ‘houdende diverse bepalingen inzake landbouw en bepaalde begrotingsfondsen en bepalingen inzake maatschappelijke integratie’, *Parl.St.* Kamer, 2018-19, nr. 3508/1, 88 tot 99, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/64536.pdf>:

“Uit artikel 23, lid 1, van verordening (EU) 2016/679 vloeit tevens voort dat de ontworpen beperkingen maatregelen moeten zijn die evenredig zijn met het nagestreefde doel. In zoverre die beperkingen tevens een inmenging inhouden in het recht op eerbiediging van het privé- en gezinsleven, vloeit die vereiste overigens ook voort uit artikel 22 van de Grondwet en artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens.

In dit verband wordt vastgesteld dat in de betrokken bepalingen telkens wordt aangegeven dat de mogelijkheid om de verplichtingen en rechten, vermeld in de artikelen 12 tot 22 van verordening (EU) 2016/679, niet toe te passen, alleen geldt “gedurende de periode waarin de betrokkene het voorwerp uitmaakt van een controle of een onderzoek of de daarmee verband houdende voorbereidende werkzaamheden”, alsook “gedurende de periode waarin het Agentschap de stukken behandelt om de vervolgingen hieromtrent in te stellen”. Daarenboven wordt bepaald dat de duur van de voorbereidende werkzaamheden niet meer mag bedragen dan één jaar vanaf de ontvangst van het verzoek tot uitoefening van de door verordening (EU) 2016/679 aan de betrokkene verleende rechten. De ontworpen bepalingen voorzien er ook in dat de beperkingen in beginsel onmiddellijk worden opgeheven na het afsluiten van de controle of van het onderzoek.

Aldus lijken die beperkingen, onder voorbehoud van hetgeen hierna wordt opgemerkt, inderdaad evenredig met het nagestreefde doel.”

Er kan evenwel worden vermeld dat, hoewel het doel waarvoor de persoonsgegevens verzameld worden en de verantwoordelijke voor de verwerking ervan duidelijk zijn aangegeven in het voorontwerp, dit niet geldt voor de gegevens die kunnen worden verwerkt en de wijze waarop die worden verzameld, aangezien het ontworpen artikel 77/1 alleen verwijst naar “(persoons)gegevens die zij verzamelt krachtens deze wet”. In de bespreking van het artikel staat in dat verband het volgende te lezen:

“Het gaat meer bepaald om de persoonsgegevens vervat in de meldingen van vermoedens, bijkomende informatie en inlichtingen ontvangen van onderworpen entiteiten, hun toezichthoudende autoriteiten, en de persoonsgegevens vervat in informatie, bijkomende inlichtingen, vonnissen en andere informatie ontvangen van autoriteiten, financiële inlichtingeneenheden (FIE's) en andere diensten overeenkomstig artikelen 79, 81, 82, 84, 121, 123 en 135 van de wet van 18 september 2017.”

Het verdient aanbeveling die verduidelijking op te nemen in het dispositief van het voorontwerp.

De bewaringstermijn wordt in het ontworpen artikel 77/1 vastgesteld op 10 jaar. In de bespreking van het artikel wordt het volgende gesteld:

“Het artikel in ontwerp beoogt ten slotte krachtens artikel 30 van de wet van 30 juli 2018 de maximale bewaringstermijn van gegevens toe te lichten. Er wordt een benadering voorzien die vergelijkbaar is met die van de onderworpen entiteiten krachtens artikel 60 van de wet van 18 september 2017.”

Er wordt dan ook verwezen naar de opmerking over het ontworpen artikel 60 (artikel 63 van het voorontwerp), zelfs indien artikel 40 van richtlijn 2015/849 alleen betrekking heeft op de onderworpen entiteiten (“meldingsplichtige entiteiten” in de richtlijn).

Artikel 81

Ontworpen artikel 84 van de wet van 18 september 2017

In de Nederlandse tekst moet het woord “Ondermeer” worden vervangen door de woorden “Met toepassing van het tweede lid” die moeten worden gevolgd door het zinsdeel “is de CFI niet verplicht het verzoek in te willigen” dat nu aan het einde van het ontworpen artikel staat (voorts zoals in het voorontwerp).

Artikel 85

Ontworpen artikel 90 van de wet van 18 september 2017

Met het oog op de volledige omzetting van artikel 1, 39, a), van de vijfde antiwitwasrichtlijn is de gemachtigde het ermee eens dat deze bepaling op zodanige wijze moet worden aangevuld dat daarin de idee wordt weergegeven dat bij deze beveiligde kanalen “ervoor (wordt) gezorgd dat de identiteit van de personen die informatie verstrekken, uitsluitend bekend is bij de bevoegde autoriteiten en, indien van toepassing, zelfregulerende organen.”

Artikel 86*Ontworpen artikel 90/2 van de wet van 18 september 2017*

1. Het ontworpen artikel 90/2 strekt tot omzetting van artikel 1, 20), van de vijfde antiwitwasrichtlijn, waarbij in richtlijn 2015/849 een nieuw artikel 32ter wordt ingevoegd.

Het eerste lid van dat nieuwe artikel 32ter luidt als volgt:

“De lidstaten verlenen de FIE’s en de bevoegde autoriteiten toegang tot informatie die het mogelijk maakt alle natuurlijke of rechtspersonen die eigenaar zijn van onroerend goed, tijdig te identificeren, onder meer door middel van registers of elektronische systemen voor gegevensontsluiting voor zover dergelijke registers of systemen beschikbaar zijn”.

Het ontworpen artikel 90/2 strekt er bijgevolg toe de CFI en de toezichtautoriteiten toegang te verlenen tot de kadastrale informatie die is verzameld door de Algemene Administratie van de Patrimoniumdocumentatie van de Federale Overheidsdienst Financiën.

In het tweede lid van het ontworpen artikel 90/2 wordt echter gepreciseerd dat die informatie het mogelijk maakt om “minstens” alle natuurlijke of rechtspersonen die eigenaar zijn van een onroerend goed te identificeren. Op de vraag wat de strekking is van het woord “minstens” (dat niet voorkomt in de voornoemde bepaling van de vijfde antiwitwasrichtlijn), heeft de gemachtigde van de minister het volgende gepreciseerd:

“Het woord ‘minstens’ (in de Nederlandse tekst) en de woorden ‘au moins’ (in de Franse tekst) zijn toegevoegd om toe te laten dat er ook andere informatie kan geïdentificeerd worden uit het kadaster. De Richtlijn 2018/843 vereist dat het mogelijk moet zijn om alle natuurlijke of rechtspersonen te identificeren. Zonder de toevoeging van ‘au moins’ zal het niet mogelijk zijn om ook andere zaken te kunnen identificeren. De lidstaten kunnen verder gaan dan de minimumharmonisatie door de richtlijn.”

Die uitleg overtuigt evenwel niet. In tegenstelling tot wat de gemachtigde van de minister beweert, heeft de vijfde antiwitwasrichtlijn alleen betrekking op de identificatie van “natuurlijke of rechtspersonen die eigenaar zijn van onroerend goed”. Krachtens het legaliteitsbeginsel dat vervat is in artikel 22 van de Grondwet, is het aan de wetgever om zelf nauwkeurig vast te stellen welke gegevens worden bedoeld en voor welke doeleinden de CFI en de toezichtautoriteiten toegang tot die informatie kunnen krijgen, aangezien het gaat om persoonsgegevens.

2. Het ontworpen artikel 90/2 wordt ingevoegd in hoofdstuk I van titel IV dat over de toezichtautoriteiten handelt. Die bepaling betreft echter zowel de toezichtautoriteiten als de CFI. Ter wille van de leesbaarheid van het voorontwerp lijkt het dan ook niet raadzaam die bepaling in te voegen in titel IV van de wet van 18 september 2017.

Artikel 88

Ontworpen artikel 93 van de wet van 18 september 2017

Omwille van de leesbaarheid zou het beter zijn om op dezelfde wijze te werk te gaan als in artikel 101, § 1, van de wet van 18 september 2017, zoals gewijzigd bij artikel 95 van het voorontwerp, en bijgevolg artikel 93, § 1, 1°, aan te passen door er de verwijzing naar artikel 91 van de wet in toe te voegen.

Zoals het geval bedoeld in het ontworpen artikel 93, § 1, 5°, is verwoord, lijkt het hoe dan ook te overlappen met het geval bedoeld in de bepaling onder 4° van dezelfde paragraaf.

De bepaling dient bijgevolg te worden herzien.

Artikel 90

Ontworpen artikel 95 van de wet van 18 september 2017

1. Er moet telkens “artikel 94, eerste lid, 3°” worden geschreven.
2. Het woord “voornoemd” moet worden weggelaten.

Artikel 92

Ontworpen artikel 98/1 van de wet van 18 september 2017

De woorden “*mutatis mutandis*” moeten worden weggelaten.

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 116/2, § 2, 1°, tweede lid (artikel 102 van het voorontwerp).

Artikel 97

Ontworpen artikel 103 van de wet van 18 september 2017

Het ontworpen artikel 103 strekt tot omzetting van artikel 60, lid 1, van richtlijn 2015/849 dat bepaalt dat de administratieve sancties en maatregelen die door de toezichtautoriteiten worden genomen, op hun website worden bekendgemaakt.

Artikel 59, lid 2, van richtlijn 2015/849 omschrijft de administratieve sancties en maatregelen die de toezichtautoriteiten in geval van inbreuken kunnen opleggen. Zo wordt in punt b) onder meer de mogelijkheid geboden om gebruik te maken van een bevel waarin wordt gelast dat de natuurlijke of rechtspersoon het gedrag staakt en niet meer herhaalt.

Uit het in onderlinge samenhang lezen van beide artikelen van richtlijn 2015/849 blijkt dat de bevelen die door de toezichtautoriteiten worden uitgevaardigd, in principe moeten worden bekendgemaakt.

Het ontworpen artikel 103 voorziet evenwel niet in de publicatie van de maatregelen die door de FSMA worden genomen overeenkomstig artikel 101, § 1, van de wet (terwijl het ontworpen artikel 98/1 (artikel 92 van het voorontwerp) voorziet in de bekendmaking van de maatregelen die door de Nationale Bank van België worden opgelegd).

Daarover om uitleg gevraagd, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“La Directive AMLD 5 exige en effet que les autorités compétentes puissent publier les mesures qu’elles prennent en cas d’infraction, et ce dès la formulation d’injonctions. L’article 103 en projet sera modifié pour se référer à l’article 101, et non uniquement à son paragraphe 2. Ainsi, les injonctions prononcées par la FSMA conformément à l’article 101, § 1er pourront être publiées au même titre que les injonctions prononcées par la BNB conformément à l’article 93, § 1er. Ceci étant, un passage sera inséré dans le commentaire des articles concernés pour préciser qu’étant donné la spécificité des injonctions, dont le but est qu’il soit satisfait par l’entité assujettie au prescrit légal et réglementaire endéans le délai imparti, et qui sont généralement considérées en droit belge comme des ‘mesures préparatoires’ (cf. jurisprudence du Conseil d’État à ce sujet), la décision de les publier devra être prise avec une précaution accrue, tenant compte du caractère proportionné et du risque pour l’établissement concerné et pour la stabilité des marchés financiers.”

Met het oog op een correcte omzetting van richtlijn 2015/849 moet het ontworpen artikel 103 in die zin worden aangevuld.

Artikelen 101 en 102

Ontworpen artikelen 116/1 en 116/2 van de wet van 18 september 2017

De ontworpen artikelen 116/1 en 116/2 strekken ertoe te bepalen wat de toezichtsbevoegdheden en de toezichtsmaatregelen van het College van toezicht op de bedrijfsrevisoren zijn. Op te merken valt evenwel dat die toezichtsbevoegdheden en toezichtsmaatregelen reeds bepaald zijn in de artikelen 32, 54 en 57 van de wet van 7 december 2016 ‘tot organisatie van het beroep van en het publiek toezicht op de bedrijfsrevisoren’. Er dient dan ook toegezien te worden op de samenhang tussen deze beide teksten ter voorkoming van elke mogelijke tegenstrijdigheid of onnodige herhaling.

De bewoordingen en de opbouw van het ontworpen artikel 116/2 moeten hoe dan ook herzien worden om te zorgen voor een goede leesbaarheid ervan.³²

³² Het tweede en het derde lid van de ontworpen paragraaf 1 hebben aldus betrekking op het vierde lid en zouden dan ook logischerwijs op dat vierde lid moeten volgen. Daarenboven is in het vierde lid sprake van een verbod “gedurende deze termijn”, terwijl op basis van de ontworpen tekst niet bepaald kan worden naar welke termijn aldus verwezen wordt.

Artikel 124*Ontworpen artikel 125 van de wet van 18 september 2017*

Het ontworpen artikel 125, § 2, strekt tot de omzetting van artikel 1, 35), van de vijfde antiwitwasrichtlijn, welke bepaling als volgt luidt:

“In artikel 55 wordt lid 2 vervangen door:

2. De lidstaten zorgen ervoor dat de voorafgaande toestemming van de aangezochte FIE voor het verstrekken van de informatie aan bevoegde autoriteiten onverwijld wordt gegeven en zo ruim mogelijk is, ongeacht het type verband houdende basisdelicten. De aangezochte FIE mag haar toestemming voor die verstrekking niet weigeren, tenzij die verstrekking buiten het toepassingsgebied van haar AML/CFT-bepalingen zou vallen of een onderzoek zou kunnen schaden, of anderszins niet in overeenstemming zou zijn met de fundamentele beginselen van het nationale recht van die lidstaat. Een weigering deze instemming te verlenen wordt naar behoren uitgelegd. Die uitzonderingen worden op zodanige wijze gespecificeerd dat misbruik van en onredelijke beperkingen op de verstrekking van informatie aan bevoegde autoriteiten worden voorkomen.”

In het ontworpen artikel 125, § 2, wordt evenwel niet het geval overgenomen waarin de verzending van documenten “anderszins niet in overeenstemming zou zijn met de fundamentele beginselen van het nationale recht”. In de bespreking van dit artikel wordt voor die keuze de volgende reden opgegeven:

“Artikel 55.2 van Richtlijn (EU) 2015/849 somt ook de gevallen op waarin een FIE haar toestemming voor de verstrekking van informatie mag weigeren. Artikel 55.2 van Richtlijn (EU) 2015/849, zoals gewijzigd, beperkt het aantal gevallen waarin weigering mogelijk is, en dit met het oog op een meer efficiënte internationale samenwerking. Het is niet langer mogelijk te weigeren wanneer de verstrekking duidelijk onevenredig zou zijn met de legitieme belangen van een natuurlijke of rechtspersoon. Deze uitzondering werd niet meer in aanmerking genomen aangezien deze als te vaag werd beschouwd. De uitzondering op de verstrekking wanneer deze niet in overeenstemming zou zijn met de fundamentele beginselen van het nationale recht van die Lidstaat werd op Europees niveau echter wel in aanmerking genomen, ook al is die even vaag en verschillend van land tot land, wat derhalve tot misbruik zou kunnen leiden. Om deze reden werd ze niet in het artikel in ontwerp opgenomen. Bovendien heeft de CFI in haar praktijk van internationale samenwerking deze grond tot weigering van verstrekking van informatie nooit ingeroepen.

Zoals staat te lezen in de commentaren bij artikel 125 in de Memorie van toelichting van de wet van 18 september 2017 (Parl. St., Kamer, 2017, Doc 54, 2566/1, blz. 279): ‘De gevallen waarin de CFI zou kunnen genoodzaakt zijn om haar toestemming te weigeren zijn in de praktijk zeer weinig talrijk. De CFI heeft aldus geen enkel probleem met het verlenen van haar toestemming, bijvoorbeeld voor wat betreft financiële informatie die zij heeft verkregen van of ingewonnen bij de melders en dit, vanzelfsprekend, voor zover er sprake is van witwassen in de zin van deze wet. De enige beperkingen betreffen dus in de praktijk informatie die de CFI zou kunnen hebben ingewonnen bij derde diensten (politie/justitie, inlichtingendiensten, ...). Zulks zou bijvoorbeeld het geval kunnen zijn wanneer de informatie bepaalde specifieke gebruiksvoorwaarden oplegt die rechtstreeks voortkomen van de dienst/autoriteit waar de informatie van afkomstig is (bijvoorbeeld, classificatie door een inlichtingendienst, gerechtelijk onderzoek onder embargo, ...) of wanneer er van deze informatie moeilijk

gebruik kan worden gemaakt zonder de melder in gevaar te brengen, (bijv.: informatie-elementen ontsproten uit een rechtstreeks contact tussen de bedoelde persoon en de melder).”

Die uitleg is evenwel niet overtuigend. Op te merken valt dat die uitzondering reeds bestaat in de wet van 18 september 2017 en integraal deel uitmaakt van de om te zetten regels. Het feit dat de CFI die grond tot weigering van verstrekking van informatie tot nog toe in de praktijk nog nooit ingeroepen heeft, doet niet ter zake. Overigens wordt in het ontworpen derde lid van artikel 125, § 2, bepaald dat iedere weigering om inlichtingen mee te delen aldus gemotiveerd dient te worden dat “misbruik van en onredelijke beperkingen op de verstrekking van informatie worden voorkomen”.

Met het oog op een volledige omzetting van artikel 1, 35), van de vijfde antiwitwasrichtlijn bestaat er dan ook geen grond tot het schrappen van de woorden “of anderszins niet in overeenstemming zou zijn met de fundamentele beginselen van het Belgisch recht” die thans vervat zijn in artikel 125, § 2, tweede lid, van de wet van 18 september 2017.

Artikel 134

Ontworpen artikel 131/3 van de wet van 18 september 2017

Zoals paragraaf 2 gesteld is, lijkt die bepaling te overlappen met paragraaf 1. Die bepaling moet nagekeken worden.

Artikel 137

Ontworpen artikel 131/5 van de wet van 18 september 2017

In het ontworpen artikel 131/5, eerste lid, dienen de woorden “conform artikel 48, lid 1bis, van Richtlijn 2015/849” weggelaten te worden.

Artikel 138

Ontworpen artikel 132 van de wet van 18 september 2017

1. De ontworpen paragraaf 1 van artikel 132 strekt tot wijziging van de gevallen waarin een administratieve sanctie opgelegd kan worden. In dat verband wordt verwezen naar de opmerking die hiervoor gemaakt is bij artikel 93 van de wet van 18 september 2017, zoals dat artikel gewijzigd wordt bij artikel 88 van dit voorontwerp, in welk artikel soortgelijke wijzigingen vervat zijn op het stuk van bevelen. Doordat de bepaling onder 1° van de ontworpen paragraaf 1 van artikel 132 verruimd wordt tot “[alle] bepalingen van deze wet of van de besluiten en reglementen genomen ter uitvoering ervan, van de uitvoeringsmaatregelen van Richtlijn 2015/849, van de Europese verordening betreffende geldovermakingen, of van de waakzaamheidsplichten bedoeld in de bindende bepalingen betreffende financiële embargo's”, is dat geval ruim genoeg omschreven en dekt het reeds de gevallen vermeld in de bepalingen onder 2° en 3°. Hoe dan ook lijkt het geval vermeld in de bepaling onder 3°, harerzijds, samen te vallen

met dat vermeld in de bepaling onder 2°, zodat voorliggend dispositief in dat opzicht nagekeken moet worden.

2. De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat, in de bepaling onder 2° van de ontworpen paragraaf 1 van artikel 132 de woorden “met toepassing van onder a) bedoelde bepalingen” vervangen moeten worden door de woorden “met toepassing van onder 1° bedoelde bepalingen”.

Artikel 144 en bijlage

Dit voorontwerp van wet bevat slechts één bijlage. Bijgevolg bestaat er geen grond om te gewagen van een bijlage “I”. Deze bepaling en het opschrift van de bijlage moeten dienovereenkomstig herzien worden.

Artikel 145

Ontworpen artikel VII.181 van het Wetboek van economisch recht

Er dient nauwkeuriger vermeld te worden dat het gaat om artikel VII.181, § 1, eerste lid, “van het Wetboek van economisch recht”.

Artikel 151

Ontworpen artikel 6 van de wet van 17 maart 2019

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat het tweede lid van de ontworpen paragraaf 2 van artikel 6 al volgt gesteld dient te worden:

“Het eerste lid is niet van toepassing op de personen die op grond van wettelijke of reglementaire bepalingen of op grond van beroepsgebruiken gewoonlijk de activiteiten uitoefenen bedoeld in paragraaf 1 en die eveneens onderworpen zijn aan de wet van 18 september 2017 tot voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme en tot beperking van het gebruik van contanten.”

Artikel 152

Ontworpen artikel 29 van de wet van 17 maart 2019

1. Door de ontworpen paragraaf 2 van artikel 29 kan verwarring ontstaan doordat daarin bepaald wordt dat “[h]et Instituut (...) in het openbaar register een aparte lijst bij(houdt) van de personen bedoeld in artikel 6, § 2”: gaat het om een ander openbaar register dan het register waarvan sprake is in paragraaf 1 (zoals lijkt voort te vloeien uit de gekozen bewoordingen) of gaat het om een aparte lijst in het openbaar register bedoeld in paragraaf 1 (welke indruk veeleer gewekt wordt in de andere bepalingen van het voorontwerp)? Die

onduidelijkheid moet weggewerkt worden³³ en doorheen heel het ontworpen dispositief moet op dezelfde wijze naar die lijst verwezen worden.

2. In de ontworpen paragraaf 2 van artikel 129 dienen de woorden “artikel 6, § 2,” zorgvuldigheidshalve aangevuld te worden met de woorden “eerste lid,” terwijl de woorden “paragraaf 1 uitoefenen” vervangen moeten worden door de woorden “artikel 6, § 1, uitoefenen”.

Artikel 153

Ontworpen artikel 30 van de wet van 17 maart 2019

1. In de bepaling onder 2° dient in de ontworpen paragraaf 2, eerste lid, de uitdrukking “aparte lijst in het openbaar register bedoeld in artikel 29, § 2,” gebezigd te worden, aangezien dat de terminologie is die gebruikt wordt in de ontworpen paragrafen 2 en 3 van artikel 6 (artikel 151 van het voorontwerp). Deze opmerking geldt eveneens voor artikel 154 en, wat de Franse tekst betreft, voor artikel 160 van het voorontwerp.

2. Zoals het tweede lid van de ontworpen paragraaf 2 van artikel 30 van de wet van 17 maart 2019 is gesteld, is die bepaling reeds vervat in het huidige artikel 32, tweede lid, van diezelfde wet. Vermoed wordt dat de bedoeling van de steller van het voorontwerp er hier in feite in bestaat de Koning te machtigen tot het aanvullen van de aparte lijst in het openbaar register bedoeld in artikel 29, § 2. Als dat inderdaad de bedoeling van de steller van het voorontwerp is, moet dat lid in die zin herzien worden.

3. Het vierde en het vijfde lid van de ontworpen paragraaf 2 van artikel 30 van de wet van 17 maart 2019 hebben betrekking op de procedure inzake de aanvraag om inschrijving op de aparte lijst in het openbaar register. Ter wille van de duidelijkheid zouden die bepalingen opgenomen moeten worden in een afzonderlijk artikel of een afzonderlijke paragraaf. Ter wille van de rechtszekerheid zou de procedure bovendien aangevuld moeten worden door onder meer te vermelden binnen welke termijnen beslissingen genomen dienen te worden en volgens welke nadere regels de aanvraag ingediend met worden, of door aan de Koning daartoe een machtiging te verlenen.

4. Overeenkomstig artikel 2, 18°, van de wet van 17 maart 2019 dienen in het vijfde lid van de ontworpen paragraaf 2 van artikel 30 van diezelfde wet de woorden “van het Instituut” ingevoegd te worden tussen de woorden “De Raad” en “mag van een persoon eisen”.

5. Het voorontwerp zou aldus aangevuld moeten worden dat, net zoals dat in de artikelen 31, 33 en 34 van de wet van 17 maart 2019 het geval is voor de beroepsbeoefenaars, daarin de nadere regels bepaald worden inzake de wijziging van de gegevens, de uitschrijving uit en de herinschrijving in de aparte lijst in het openbaar register.

³³ Als het om een ander openbaar register gaat, dienen ook de artikelen 31, eerste lid, 62, § 1, 3°, en 72, eerste lid, 1°, van de wet van 17 maart 2019 aangepast te worden.

Als het daarentegen gaat om hetzelfde openbaar register (waarin een aparte lijst opgenomen wordt), dient gelet te worden op de bewoordingen waarin de bepalingen van hoofdstuk 6 van de wet van 17 maart 2019 gesteld zijn en waarin sprake is van “[e]lke persoon ingeschreven in het openbaar register”.

Artikel 154

Ontworpen artikel 54 van de wet van 17 maart 2019

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat in het tweede lid van de ontworpen paragraaf 2 van artikel 54 van de wet van 17 maart 2019 bepaald dient te worden dat de jaarlijkse bijdrage gelijk is aan de bijdrage van de personen “bedoeld in artikel 6, § 1”.

Artikel 156

Ontworpen artikel 72 van de wet van 17 maart 2019

De woorden “van het Instituut” moeten ingevoegd worden tussen de woorden “De Raad” en het woord “zal” en de woorden “de wet van 17 maart 2019 betreffende de beroepen van accountant en belastingadviseur” dienen vervangen te worden door de woorden “deze wet”.

Artikel 159

Ontworpen artikel 1:36 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen

In de Franse tekst dient het woord “finaux” vervangen te worden door het woord “effectifs”.

Artikel 160

Artikel 1, 42), van de vijfde antiwitwasrichtlijn luidt als volgt: “De lidstaten passen artikel 12, lid 3, toe vanaf 10 juli 2020.”

Naar aanleiding van een vraag betreffende de omzetting van die bepaling heeft de gemachtigde van de minister het volgende te kennen gegeven:

“Dès lors que l’option politique de l’article 1^{er}, 42), de la 5^{ème} directive a été tranchée en faveur de l’acceptation, sous certaines conditions, des cartes prépayées anonymes, il est en effet utile d’insérer un nouvel article 161 disposant que ‘L’article 25, al 3 est applicable à partir du 10 juillet 2020’”.

De gemachtigde van de minister is het er dus mee eens dat het voorontwerp in die zin aangevuld moet worden om ervoor te zorgen dat de richtlijn volledig omgezet wordt.

SLOTOPMERKING

Het voorontwerp moet aandachtig nagelezen worden op het stuk van de wetgevingstechniek om onder meer de volgende aspecten te verbeteren:

– in de Franse tekst van het voorontwerp staan nog veel spelfouten;³⁴

³⁴ Zie bij wijze van voorbeeld: het ontworpen artikel 44, § 2, tweede lid, 2°; het ontworpen artikel 60, eerste lid, 1°, b); het ontworpen artikel 123, § 4; en het ontworpen artikel 128.

– in een aantal artikelen is er geen reden om de tekst in paragrafen in te delen, aangezien elke paragraaf uit slechts één lid bestaat.³⁵

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ÉTAT –
DE VOORZITTER VAN DE RAAD VAN STATE

Charles-Henri VAN HOVE

Jacques JAUMOTTE

³⁵ *Beginselen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 57.3. Zie bij wijze van voorbeeld onder meer de ontworpen artikelen 121, 121/1, 121/2, 131, 131/2 en 131/3.